Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire d'Alfortville
Dimanche 13 janvier 1980

Sommaire

La présidente (Paulette Nevoux) 1
Jean-Paul Planchou 1
Clermont 3
Robert de Caumont 4
Etienne Weill-Raynal 6
Yves Debord 7
Pierre Mauroy 9
Didier Motchane 14
Christiane Mora 15
Michel Rocard 17
Laurent Fabius 25
Lionel Jospin 28
François Mitterrand 34

(Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Paulette Nevoux, Première secrétaire fédérale du Val de Marne.

La présidente (Paulette Nevoux)

La parole est au camarade Planchou, pour 7 minutes.

Jean-Paul Planchou

Chers camarades, l'union de la Gauche est donc plus que jamais à l'ordre du jour, et pourtant s'il y a bien un point parmi d'autres, et particulièrement celui-là, sur lequel une analyse profondément divergente est développée, c'est bien l'approche de l'union de la Gauche entre ceux qui aujourd'hui- et Jean Le Garrec s'en est fait l'interprète hier - nous disent que le problème qui nous est posé, ce n'est pas de tenir bon, c'est de gouverner, et nous pressent de répondre à la question : "Comment, avec qui ?", tout en soulignant solennellement que nos engagements ne peuvent être mis en cause, auquel cas, si nos engagements ne souffrent aucune contestation, la question devient caduque, il n'y a plus de problème, du moins au sens où il est posé, puisque nous préparons les transformations déstructures - de demain, en commençant aujourd'hui par tenir bon. Et, s'il y a divergence, c'est bien entre les tenants de ces questions, et je dirai la ligne de Metz, la volonté acharnée de construire l'union, d'être fermes sur la stratégie unitaire, puisqu'il n'y a pas d'alternative et que tout autre cheminement aboutirait soit à l'impuissance, soit au renoncement.

Collection Jean-Jaurès

Mais qui ne voit donc pas aujourd'hui l'aspiration unitaire profonde de millions de travailleurs ? Comment d'ailleurs expliquer à contrario cette désespérance du monde du travail, comment expliquer l'écho grandissant et qui dans les semaines à venir ne peut aller que grandissant, de la pétition intitulée "L'union dans les luttes", comment expliquer ! Même si finalement les médias en parlent peu, l'exemplarité de nombreux conflits sociaux arènes dans l'union, de par la volonté des travailleurs, et qui dans le même temps au niveau des organisations de la Gauche, ne veut pas voir que seul le Parti Socialiste contrevient, résiste, de tout son poids, à la situation de désunion qui fait bien sûr soupirer d'aise la bourgeoisie.

Et, quand Jean Poperen hier soulignait que nous étions en train de gagner la partie, eh bien oui, si nous continuons de tenir bon et d'accroître notre pression unitaire, en prenant ce peuple à témoin, en le rassemblant, c'est finalement moins la déclaration de Georges Marchais à Moscou qui importe, que de considérer ce qui se passe effectivement dans de très nombreuses cellules, dans de nombreuses sections, dans plusieurs fédérations du Parti Communiste Français, et en tout cas, lorsque Georges Marchais insulte, attaque honteusement Pierre Joxe, il sait délibérément pourquoi il attaque un militant unitaire, connu comme toi, en estimant qu'entre autres choses cette attaque pourrait contribuer à déboussoler les Socialistes.

Mais dès lors, chers camarades, la meilleure des réponses n'est-elle pas de tenir bon ? Quel serait selon nous le changement de nature dans l'attitude du Parti Communiste qui serait intervenu depuis maintenant deux ans, pour que nous pensions à changer, nous aussi de comportement ?

Il n'y en a aucun et la résolution stratégique des Socialistes n'a jamais été aussi pertinente, aussi juste, aussi nécessaire, et le projet par rapport à cette exigence unitaire, il lui confère toute sa portée, c'est à ce titre aussi qu'il est un texte d'actualité. Il dote en effet le Parti d'une analyse et de références capables de redonner confiance au peuple de gauche et de le rassembler, d'abord parce que très profondément sa logique se situe à contre-courant de ce que diffuse i'idéologie dominante, dont la seule modernité est de procéder au dévotement, au détournement, d'une pensée de gauche, au sens où l'égalitarisme se conjuguerait avec le totalitarisme et la différence qui habille aisément l'inégalité deviendrait synonyme de liberté.

Ensuite, parce qu'au recours à la peur, à la rémission, au repli, à l'individualisme, à partir desquels le Pouvoir conditionne les esprits, il oppose les valeurs sociales positives qui constituent les fondements d'une riposte populaire, au projet de restructuration économique, politique, idéologique du capitalisme.

Enfin parce qu'en dénonçant ces analyses et en actualisant les termes de ce que doit être une transformation de la société, il s'oppose à la stratégie du consensus développé par le Pouvoir et particulièrement par Giscard d'Estaing tant au niveau des nations qu'à celui des classes sociales, et il s'oppose à celles-ci avec volontarisme des solutions susceptibles d'enrayer le processus de dégradation, de dépendance et de mutations forcées, auxquels notre pays est soumis. Bref il

traduit une résistance à la fatalité; à la fatalité de la crise, en prenant en compte les acquis de notre Parti depuis Epinay, et les éléments d'un débat vieux de près de deux ans, à la lumière de la cohérence politique de la motion de Metz, il ne fait qu'affermir l'encrage à gauche de notre Parti et, de ce fait nous donne les moyens de créer une situation de laquelle tôt ou tard l'union s'imposera à notre partenaire.
C'est bien aussi à ce titre qu'il est un document d'actualité, car c'est autour de ce projet que s'ordonnera ou que ne s'ordonnera pas une dynamique à gauche. C'est pourquoi il va être fondamental de le diffuser massivement et de l'expliquer, dans sa forme intégrale et également résumée ; son mode d'emploi en quelque sorte, qui est un document de référence, de différence, en fera un instrument de lutte, une réalité politique. Il faut que le Parti s'en saisisse, qu'un effort considérable soit par nous tous mis en oeuvre, c'est d'autant plus vrai qu'il devra servir de trame à toutes nos activités militantes. C'est encore plus vrai qu'il constituera la plate-forme de la candidature Socialiste et que, pour bien la préparer, nous devons arriver à ce que, quelques idées force les plus significatives traversent ce pays et que le candidat soit ainsi porté par une forte dynamique, par une grande résolution collective. (Applaudissements)

La présidente - Camarades, il faut que les délégués s'installent, il y a trop de bruit dans la salle.
La parole est à Clermont pour trois minutes.

Clermont

Chers camarades, mon propos sera très court. Hier lors de la Convention ordinaire, notre camarade Poignant du Finistère, s'est plaint qu'une motion antinucléaire n'ait pas été distribuée dans les sections. Je veux lui répondre en quelques mots et par l'étonnement.
Notre parti en effet se veut autogestionnaire et je pense que dans ce domaine très important de l'énergie, nos sections auraient pu profiter de l'occasion pour ne pas attendre la descente verticale d'un texte national, mais proposer à la Convention une motion de leur cru.
Beaucoup d'entre nous se reconnaissent, il est vrai dans une sensibilité antinucléaire. En ce qui concerne la fédération du Tarn certaines sections ont évoqué d'une façon sérieuse cette question.
La Commission exécutive réunie avant-hier a adopté à l'unanimité en Convention fédérale, le texte suivant :
"La Commission exécutive fédérale, réunie le 10 janvier, demande que la Convention nationale renvoie le problème de l'énergie et en particulier celui du nucléaire, à la base, dans l'ensemble des sections du Parti."
Et, puisque mes chers camarades, une Convention doit se tenir en avril, au nom de ma fédération je demande que cette Convention propose aux organismes dirigeants du Parti d'inscrire cette importante question à l'ordre du jour de cette Convention. (Applaudissements)

La présidente - La parole est à de Caumont, pour cinq minutes.

Robert de Caumont

Camarades, j'ai aujourd'hui le privilège de défendre un amendement au projet qui a été voté à l'unanimité dans la plupart des fédérations de montagne.
Je crois qu'il est intéressant que, transcendant les clivages que nous observons, dont beaucoup ont une réalité, dont certains sont peut-être un peu artificiel, il y ait un certain nombre de problèmes concrets qui soient abordés dans cet esprit par nos fédérations. Je n'ai guère besoin d'appeler votre attention et votre solidarité sur ce projet, Je sais qu'elles sont acquises et je sais que cette nuit la Commission des résolutions a décidé de prendre en considération cet amendement unanime des fédérations concernées.
Je voudrais, cependant, dire qu'il ne s'agit pas de problèmes seulement spécifiques, mais qu'il s'agit d'exemples concrets et qui ne sont pas étrangers au fond et à la pédagogie du débat engagé sur le projet.
La montagne, camarades, c'est 40% de l'espace français, 10% de sa population, mais c'est surtout un exemple particulièrement net des ravages effectués sur certains milieux sensibles par le capitalisme.
Oui, camarades, le capitalisme détruit le milieu montagnard, nous l'avons subi durement cette atteinte du capitalisme, plus encore qu'ailleurs, parce que la concentration et l'exploitation capitalistes trouvent dans la montagne un champ privilégié. La concentration capitaliste entraîne la désertification par extinction des activités jugées non rentables, selon les critères capitalistes. L'exploitation capitaliste entraîne la spéculation foncière et immobilière, qui tue l'agriculture et qui répand ses super-stations intégrées, pour un tourisme de classe.
Concentration, exploitation capitalistes, sont les deux manifestations d'un colonialisme intérieur qui établit les voies de communication, les équipements collectifs, l'emprise sur les collectivités locales, au seul intérêt de la classe dominante et de tout cela les populations montagnardes ont fini par exprimer un immense ras-le-bol, qui se traduit dans l'expression : vivre, travailler et décider au pays.
Face à ce mécontentement, le Président de la République est venu faire un discours très remarqué à Vallouise avant les élections législatives de mars 1978. Et que nous a-t-il dit ? Eh bien, c'est vrai, il y a eu quelques erreurs, et nous allons faire maintenant l'inverse de ce que nous avons fait jusqu'ici !
En vérité, le bilan a été dressé très soigneusement par la fédération des Hautes-Alpes, voici quelques mois, et le Parti, en avril, d'ailleurs, a pris une position publique à ce sujet ; il en résulte que le bilan de Vallouise c'est zéro, car jamais le capitalisme ne peut permettre à ce qu'il commet, de réparer les dégâts qu'il a réalisés, dans la mesure où cela met en cause ses perspectives de profit.
Seul un projet Socialiste, seul le projet Socialiste peut sauver la montagne.
Cela était cité dans l'amendement, cela était cité surtout dans le travail, dans le rapport de la Commission Montagne, qui doit d'ailleurs tenir le 27 avril une réunion exceptionnelle pour tirer le bilan de ses travaux.
Je voudrais vous dire que ce projet est fondé sur une logique diamétrale-riant

inverse de celle du pouvoir actuel, la maîtrise du développement par les montagnards eux-mêmes. Chaque commune, chaque vallée constitue une unité dont l'aménagement doit être envisagé dans une optique globale. Or, la montagne ses atouts énergétiques, climatiques, touristiques, la production de produits de qualité, elle ne réclame pas l'assistance, elle demande simplement qu'on lui donne les moyens de mettre en valeur elle-même,.elle demande comme l'ensemble du Parti le demande, des collectivités libres, fortes, un tourisme intégré au milieu humain, une autre conception du loisir.
Cela est compris par tous ceux qui sont concernés à la montagne dans leur vie quotidienne par ses problèmes mais alors ils nous interrogent là encore sur notre projet, sur la cohérence entre notre discours et notre pratique.
C'est pourquoi dans les Hautes Alpes nous avons voté majoritairement et sans tenir compte des clivages de courant, un certain nombre d'amendements notamment, sur la logique de développement.
Donnons 4 exemples rapides: le droit à la différence Oui, les montagnards réclament le droit à la différence car l'application systématique de la réglementation nationale à des milieux aussi divers et sensibles que la banlieue parisienne d'une part et la haute montagne d'autre part est inconcevable, qu'il s'agisse du droit au travail... Tout ceci est ressenti par les montagnards comme les absurdités d'un régime colonial qu'on impose sur l'ensemble du territoire.
Je Conclus; en ce qui concerne la transformation de l'état, la décentralisation massive de l'initiative des responsabilités et des moyens pour toutes les collectivités de base, les entreprises coopératives, les sociétés d'économie mixte, est une condition de la maîtrise de l'économie de montagne par les montagnards eux-mêmes.
En ce qui concerne la logique de développement, un modèle de croissance productiviste pousse à la concentration, qu'elle soit capitaliste ou prétendument Socialiste car construire pour les montagnards dans les grandes concentrations urbaines des grands ensembles c'est encore de la valeur ajoutée et construire à la montagne des clapiers pour touristes fortunés c'est encore de la valeur ajoutée, mais ce n'est pas une véritable croissance, camarades, et ceci doit nous rendre attentif à la notion de taux de croissance et de qualité de la croissance.
Enfin les choix énergétiques : le choix du tout nucléaire joue contre la décentralisation, contre l'automatisation énergétique de petites collectivités, de petites unités de production. La priorité aux énergies renouvelables est un atout considérable pour le renouveau économique du milieu de montagne.
J'ai choisi ces quelques exemples et j'en termine pour dire que si nous sommes tous d'accord, et les orateurs d'hier se sont succédés à la tribune pour le dire, pour parler vrai quand il y a des difficultés d'interprétation doctrinale et idéologique, camarades, repartons du concret, repartons des situations que nous connaissons dans nos communes, parlons simple et intelligible et nous aurons un projet qui ne sera pas simplement un beau projet, mais si nous travaillons honnêtement, transcendant les clivages de courant, essayant de répondre d'une façon concrète aux besoins et aux aspirations de la population nous n'aurons pas seulement, camarades, un beau projet, nous aurons aussi un bon projet bien

utilisable. (Applaudissements)

La présidente - Je demande aux délégués de s'installer, c'est assez difficile pour les orateurs de parler avec ce brouhaha !
La parole est Weill-Raynal pour cinq minutes et je demande à Yves Debord de se préparer.
(Applaudissements)

Etienne Weill-Raynal

Mes chers camarades, l'amendement que nous présentons a pour objet une observation qu'a fait notre ami Poperen qui est de très grande importance : "A savoir que depuis vingt ans la France est le seul pays du monde occidental où il n'y ait plus d'alternance au pouvoir au niveau des Partis. Pour rétablir cette alternance, c'est-à-dire pour renverser la majorité de droite qui est au pouvoir depuis vingt ans, ce qu'il faut comme condition indispensable c'est modifier le mode de scrutin, remplacer le scrutin d'arrondissement majoritaire à 2 tours par la représentation proportionnelle... (Applaudissements).. Telle que l'a établie la Convention de Suresnes en 1972, c'est-à-dire la représentation promotionnelle régionale ou nationale avec scrutin individuel.
Pourquoi le scrutin d'arrondissement est-il à repousser ? C'est un scrutin qui ne donne pas forcément la majorité des siècles à la majorité des suffrages. En 1973 M. Messmer qui avait à l'Assemblée Nationale une majorité de 105 députés était en minorité dans le pays de 973.000 voix. C'est ce qu'on appelle un scrutin majoritaire ? Nous pensons plutôt que c'est un scrutin de truquage. (Applaudissements)
C'est donc un scrutin injuste pour les droits des électeurs à être représentés à l'Assemblée Nationale. En effet dans toutes ces conceptions la minorité quelle qu'elle soit est exclue pour cinq ans d'une représentation à l'Assemblée.
Avec la représentation proportionnelle nationale telle que nous la présentons, tout électeur quel qu'il soit, qu'il soit de droite, qu'il soit de gauche, qu'il soit du centre, sera compté pour un à égalité avec tous les autres à l'Assemblée Nationale.
Voilà déjà la première injustice envers les électeurs, mais il y a d'autres injustices.
En ce qui concerne le Parti Socialiste il y a actuellement 41 départements où il n'y a aucun député Socialiste. Je dis que les dirigeants au Parti Socialiste n'ont pas le droit de se désintéresser de cette situation. (Applaudissements)
Nous disons qu'il est nécessaire qu'il y ait une représentation proportionnelle nationale parce que comme je viens de le dire, dans tout département quel qu'il soit, tout bulletin est compté pour un dans le cadre national. Mais en outre, camarades, parmi ces 41 départements qui n'ont pas actuellement de député Socialiste, il y en aurait 18 qui en auraient par le système que nous présentons non pas 0 mais 1, 2 et quelquefois 3.
Voilà le scrutin que nous présentons. En outre il y a un problème très important et actuel : les sirènes nous chuchotent, puisqu'il y a actuellement l'attitude des

dirigeants Communistes qui nous empêchent d'avoir par le scrutin d'arrondissement la représentation à laquelle vous avez droit, abandonnez les Communistes, venez avec nous, essayons d'établir une nouvelle majorité...

La présidente - Tu conclus, s'il te plaît.

Weill-Raynal - Ce n'est pas simplement une question de tactique, c'est une question de principe. Nous ne l'abandonnerons jamais. (Applaudissements)
Ce qui est vrai c'est que l'attitude des dirigeants Communistes nous montre que le scrutin actuel qui suppose en effet une discipline absolue au second tour doit être abandonné pour établir la représentation proportionnelle.
Objection : mais alors, est-ce que vous êtes sûrs qu'avec la proportionnelle qui est un tout il y aura l'union de la Gauche qui sera réalisée ? Nous répéterons la parole de Blum : c'est qu'aujourd'hui l'indépendance des Partis est le seul moyen d'établir non pas une union de quelques jours mais une union permanente. (Applaudissements)
Voilà, camarades, ce que nous avons à représenter ; mais on dira qu'il y a, à droite quelques hommes qui réclament cela aussi : la représentation proportionnelle. Mais ils ne le font pas dans le même esprit que nous. En effet, regardez ce que dit M. Beringer, il cite le mot du Général de Gaulle à savoir que la France soit changée de régime électoral tous les quinze ans. Eux considèrent que ce problème est un problème mineur, nous, nous pensons au contraire que c'est un problème de premier ordre. Ces gens-là oublient, parce qu'ils n'ont pas la tripe républicaine, les 2 révolutions qui ont été faites au 19ème siècle, celle de 1830 et celle de 1848 qui ont été faites avant tout pour rétablir une réforme électorale. C'est pourquoi, camarades, nous pensons aujourd'hui que nous resterons fidèles à la mémoire de ceux qui sont morts sur les barricades de Paris en 1830 et 1848 en restant fidèles à l'esprit républicain, car pour nous la République est infiniment liée au Socialisme.
Notre projet de représentation proportionnelle établit à la fois l'égalité, la liberté et la fraternité. Pour nous c'est cela la vieille et toujours jeune devise républicaine. Nous sommes pour la République avant tout parce que c'est la condition essentielle du Socialisme. (Applaudissements)

La présidente - La parole est à Yves Debord pour cinq minutes, ensuite Didier Motchane. Je demande aux orateurs de respecter le temps de parole.

Yves Debord

Je voudrais attirer l'attention de la Convention sur la place du commerce et de l'artisanat dans l'économie française. Je le ferai au nom de la fédération du Cantal et également au nom de la Commission nationale animé par René Souchon, maire d'Aurillac qui, malheureusement a été empêché de venir aujourd'hui.
Vous savez quelle place tiennent les commerçants et les artisans dans bon nombre de nos départements et en particulier les départements ruraux.

Fondation Jean Jaurès

Depuis vingt ans malheureusement cette catégorie sociale a connu l'une des plus fortes hémorragies qu'il est permis d'observer depuis la révolution économique et vous savez également qu'à chaque consultation électorale, les partis de droite brandissent l'épouvantail de la liberté d'entreprendre. Nous devons par conséquent dans ce domaine faire un effort important et il nous semble que dans la projet Socialiste en discussion aujourd'hui il faudrait insérer une partis plus significative sur la place du commerce et de l'artisanat.

Pourquoi cette situation ? Parce que le système économique capitaliste français an abandonnant toute politique industrielle indépendante et cohérente, en refusant tout effort sérieux dans le domaine du développement régional et de la décentralisation économique, a bradé la secteur des petites entreprises qui animaient les quartiers urbains et les zones rurales, précipitant dans des conditions parfois dramatiques la disparition de dizaines de milliers d'indépendants du commerce et de l'artisanat.

L'appel des forces réactionnaires à l'unité politique du patronat, quelle que soit sa taille, et qui consiste à faire défendre par les chefs de petites entreprises les objectifs et la stratégie du CNPF et des grands groupes capitalistes, est pour le moins absurde. C'est qu'en fait les commerçants et artisans sont de plus en plus nombreux à rejoindre la cohorte des exploités du système capitaliste, qui portait en germe dès l'origine la disparition des petites entreprises individuelles en vertu de la loi du profit qui condamne tous ceux qui vivent de la rémunération de leur travail.

Certes, trop de commerçants et d'artisans vivent encore dans la nostalgie d'un passé révolu et s'accrochent à l'idée, tous les jours démentie, que leurs intérêts convergent davantage avec ceux des grands patrons de l'industrie qu'avec ceux de la classe ouvrière paysanne. Il dépend donc pour une bonne part de nous, mes camarades Socialistes, que se développe l'idée selon laquelle commerçants et artisans sont partis prenante du front de classe sur lequel nous fondons notre stratégie et notre projet.

Les Socialistes sont convaincus que le commerce et l'artisanat ont une place à tenir dans la société de demain; dans le cadre d'une véritable politique d'aménagement du territoire visant à une meilleure répartition des hommes et des richesses, le commerce et l'artisanat ont un rôle majeur à jouer.

Il est inutile de prétendre stopper l'exode rural, de vouloir donc une réalité au slogan "Vivre et travailler au pays", sans faire une place de choix au commerce et à l'artisanat dont l'apport, dans la perspective d'une amélioration de l'emploi, de la qualité de vie et d'une autre consommation, est essentielle.

Les artisans et les commerçants sont attachés à la pérennité du travail qualifié et au service rendu sur la base de rapports humains. Ils refusent le modèle d'accumulation capitaliste, qui impose la parcellisation des tâches, la déqualification des travailleurs, la désertification des campagnes et les trop fortes densités urbaines. Parce que leurs prestations et leurs fabrications sont de nature à faire diminuer les coefficients d'énergie et les consommations intermédiaires, les commerçants et les artisans sont tout naturellement désignés pour prendre une place importante dans les programmes d'économie d'énergie.

Contribution Jean Jaurès

Il convient, pour les Socialistes, d'apporter des solutions aux problèmes que rencontrent ces travailleurs dans le domaine de la protection sociale, de la fiscalité, du crédit et de la formation. Les Socialistes sont à même d'avancer des solutions nouvelles, conformes à l'essence même de leur projet : La reconnaissance du salaire fiscal, du statut du conjoint, de la promotion des coopératives de détaillants et des groupements d'achats, le développement du dialogue et de la concertation avec le consommateur, la reconnaissance du fonds de commerce comme outil de travail, le regroupement des commerçants et artisans dans des organismes consulaires indépendants de l'industrie, sont de nature à redonner à ces catégories un rôle économique et social satisfaisant, dans la mesure où ils pourront apporter une meilleure contribution dans le domaine de l'emploi, de la croissance et de l'aménagement du territoire.
C'est pourquoi je demande à la Convention d'approuver le projet d'additif qui pourrait être annexé à notre projet Socialiste, (applaudissements)

La présidente - Je redemande aux délégués de s'asseoir. Il est important que les orateurs s'expriment dans le calme.
Nous allons faire dans nos travaux une interruption de 13 h à 14 h pour nous permettre de déjeuner, et nous devrions reprendre à 14 h afin de terminer nos travaux au plus tôt, dans l'après-midi pour permettre à nos délégués de rentrer dans leurs provinces.
La parole est à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, à une très large majorité les militants Socialistes, dans leurs sections, ont approuvé, après discussion bien entendu, un projet pour agir.
Les propositions d'action de ce projet sont le produit de l'unité, de l'expérience du Parti tout entier ; elles ont été élaborées collectivement, à partir du travail et de la mémoire de tout le Parti. Je vois là la démonstration que, dans le passé, l'unité du Parti a été productive, et j'en tire la conviction qu'elle peut l'être plus encore dans l'avenir.
Et pourtant, bien qu'amendés, corrigés, réécrits, les deux premiers chapitres que nous faisons tous nôtres maintenant n'expliquent-ils pas, pour une bonne part, ce paradoxe un peu morose que nous ressentons tous que notre accord, aujourd'hui, nous laisse à la fois unanimes et insatisfaits ?
Mais il est vrai que, pour des millions de Français, le Socialisme n'est pas un objet abstrait de débat idéologique, c'est la promesse et la volonté de changement concret dans la vie de tous les jours.
La première, et souvent la seule question que se posent les Français devant les propositions Socialistes, c'est tout simplement : qu'est-ce que la victoire des Socialistes, de la Gauche, apportera comme amélioration, comme changement pratique dans la vie quotidienne ? Sans jamais oublier, d'ailleurs, qu'il n'est pas de Socialisme possible sans la prise du pouvoir d'Etat, nous devons savoir et faire savoir qu'il n'y a pas de Socialisme réel sans changement concret dans la vie de tous les jours, c'est-à-dire, d'abord, sans une autre répartition, un autre

exercice des pouvoirs et des responsabilités dans les collectivités locales et les entreprises, faisant toute leur place aux citoyens et aux travailleurs. A ce titre, la proposition de loi déposée par les Socialistes sur la décentralisation est déjà l'application de ce projet.
C'est cela, le Socialisme au quotidien. Il répond au besoin de responsabilité, de justice et de sécurité dans le pays.
Oui, sécurité. Ce que les Français attendent d'un parti de gouvernement, c'est de leur permettre de vivre mieux et de vivre en paix, et en plus cette part de rêve, que nous leur avions donnée avec notre programme "Changer la Vie".
Vivre en paix. Ce souhait renvoie aujourd'hui les Socialistes, à l'exercice d'une réflexion approfondie sur la situation internationale, car le problème essentiel pose aujourd'hui aux Socialistes, c'est l'évolution des données politiques internationale et leur répercussion sur la situation de la France en 1980.
Il faut partir d'une réalité que ni les ambitions des hommes, aussi légitimes qu'elles soient, ni les appareils, ni les jeux de pouvoir ne pourront cacher longtemps : nous ne dominerons cette nouvelle période que par une capacité d'adaptation, et non par notre volonté de refus.
Le contexte international évolue d'une telle façon que nous allons devoir intégrer les conséquences brutales d'événements extérieurs jusqu'ici inattendus. On peut, en particulier, reconnaître comme probable l'hypothèse d'une période de turbulence qui verra une remise en cause des équilibres nés de la guerre - développement de pôles d'influence nouveaux, Chine Brésil - une remise en cause des zones d'influence jusqu'ici respectées - aujourd'hui l'Afghanistan, demain peut-être la Yougoslavie - le développement des conflits secondaires entre pays sous-développés, la réaffirmation des phénomènes religieux et des solidarités et rivalités qui en découlent.
Dans ce contexte, il est probable que la France sera très vite confrontée à des problèmes d'approvisionnement, d'énergie par exemple, à des menaces sur son niveau de vie, l'augmentation du chômage, à des tensions sociales et politiques graves. Il est déjà évident, en tout cas que cette situation est très loin de celle qui existait lors de l'élaboration du Programme Socialiste et du Programme Commun. C'était alors un contexte de stabilité des zones d'influence, d'ouverture des pays de l'Est, de croissance de la production et des échanges, qui favorisait l'équilibre entre les biens et permettait une large convergence avec un Parti Communiste de plus en plus autonome.
Or, les conséquences les plus immédiates du nouveau contexte international ont justement trait aux rapports avec le Parti Communiste.
Comment ne pas s'interroger sur les liens entre l'évolution de la situation internationale de l'attitude du Parti Communiste ? Force est de constater que les positions du Parti Communiste, dans l'affaire cambodgienne comme dans la crise afghane, sont en contradiction avec la réprobation qu'il exprimait face à l'invasion de la Tchécoslovaquie, quatre ans avant le Programme Commun, et avec les positions récentes des Communistes italiens et espagnols.
Oh ! Nous ne jugeons pas le Parti Communiste avec l'agressive sévérité des illusions perdues. L'union de la Gauche n'a jamais été pour nous un fétiche, une

incantation ou un système de référence à usage interne. Elle reste, pour nous, une espérance et un combat ! (Applaudissements)
Dans ces conditions, s'il faut résister aux condamnations sans nuances, il est inutile de chercher à réduire les divergences au nom d'une union de la Gauche qu'à l'exception de ceux qui forcent le ton dans le Parti, l'écrasante majorité des militants perçoit comme la désunion de la Gauche. (Applaudissements)
Cette désunion, mes camarades, c'est un fait qu'il faut analyser en toute objectivité. Le Parti Communiste est entré dans un processus d'isolement dans lequel l'union de la Gauche n'est plus qu'une encombrante hypothèse. Il nous faut bien aujourd'hui constater que le Parti Communiste est en train de programmer l'échec de la Gauche en 1981 par la complicité objective qu'il semble nouer avec le pouvoir giscardien ! (Applaudissements) Je ne sais pas jusqu'où ira le Parti Communiste, mais je sais, où conduit la logique de son attitude actuelle : Tous ceux que l'élan unitaire avait rassemblés, combien de temps encore seront-ils privés du gouvernement auquel ils ont droit ? (applaudissements)
Le Parti Communiste n'aurait-il plus que l'ambition de sauvegarder sa zone d'influence, plutôt que de transformer la société ? Je crains qu'il ne s'en contente et qu'il condamne ainsi tout changement réel en participant à la vaste stratégie de gestion de l'immobilisme, qui est celle du Président de la République.
Le Parti Communiste accepte-t-il un partage du contrôle social en France, en contre-partie de l'éternel maintien du conservatisme à la direction de l'Etat ? Car c'est le paradoxe de la langue de bois, des lignes pures et dures, décrochées du réel - et les Socialistes, parfois, n'y ont pas échappé - que de condamner, au nom de la révolution, une société d'immobilisme et ses risques d'explosion, (Quelques applaudissements)
Oui, il est urgent que la Gauche retrouve et mette en oeuvre une stratégie de conquête du pouvoir d'Etat.
L'union de la Gauche, oui. L'union de la Gauche, comment ?
Nous avions avancé des réponses au Congrès de Metz. Le Premier secrétaire les a reprises, à sa façon, cet été à Anglet.
Je les rappelle pour mémoire, en vue des rendez-vous prochains.
Union de la Gauche, c'est notre stratégie, nous n'en changerons pas, elle n'est pas possible sans les Communistes, mais elle ne se fait pas qu'avec eux.
Union des forces populaires, c'est le moteur et le reflet de l'union de la Gauche dans sa réalité sociale et quotidienne.
Le rassemblement sur des objectifs précis et dans l'action de tous ceux qu'exploite ou menace le capitalisme.
Autonomie d'action du Parti Socialiste : c'est l'évidence, démontrée par les faits, qu'un parti de gauche ait le devoir d'affirmer sans complexe son programme et sa légitimité dans le cadre et au service de l'union de la Gauche.
Contrat de gouvernement ! A la réalité formelle, figée, évidemment fragile, de ce qu'est devenu le Programme Commun, nous proposons de substituer entre les Partis de l'union de la Gauche la dialectique vivante de l'autonomie d'action, de

Fondation Jean Jaurès

la concurrence militante, de la confrontation de programmes, dans la pratique quotidienne de l'union des forces populaires, cette pratique débouchant en son temps sur un contrat de gouvernement qui sera le produit, non pas d'un accord formel d'appareils au sommet, mais du choix des électeurs et des luttes quotidiennes.
Voilà l'ensemble cohérent que, dans le cadre de l'union de la Gauche, nous appelons "la ligne autonome". Et on voit comment elle répond à l'exigence de l'union de la Gauche, mais comment aussi elle peut s'adapter à la désunion qui nous est, dès à présent, imposée par le Parti Communiste.
Dans un pays partagé entre l'exigence d'un changement et la tentation de la résignation, le Parti Socialiste ressent à la fois l'exigence de l'unité et la tentation de la déchirure.
Comment, sans un parti fort, uni et décidé, arracher ce pays à l'absence de perspectives et d'espérances où le plongent tout autant la détermination rétrograde de la Droite que l'incapacité de la Gauche à être plus qu'une opposition?
Car la fonction de la Gauche ce n'est pas de spéculer sur l'espérance en attendant toujours des jours meilleurs ou de faire fructifier le capital des mécontentements, Je dis que c'est avant tout, des Socialistes qu'il dépend ici et maintenant, par notre projet et par nos initiatives, de rendre au peuple de gauche l'espoir, le goût et les moyens de la victoire possible.
Unité, camarades, clarté, crédibilité, telles sont les conditions de notre succès. Elles sont inséparables, elles impliquent en notre sein un effort de dialogue et de synthèse, elles exigent envers les Français un effort de clarté de simplification, de simplicité, d'explication, sans lequel nous ne convaincront pas.
La procédure d'élaboration et le contenu du projet ont apporté la démonstration supplémentaire d'une évidence : celle de l'unité possible et nécessaire du Parti Socialiste.
Oui, mes camarades, Je me suis battu avec d'autres au sein de la Commission du projet, nous y avons tous participé, pour réduire les difficultés, et il y en avait, pour faire sauter un à un les amendements, tout le monde s'y est employé. A la dernière réunion, une difficulté subsistait, la fameuse page 9 ; nous l'avions améliorée, pas suffisamment. Il est évident que c'est une page empoisonnée, et je regrette que dans la nuit la majorité du Parti se soit enfermée dans sa thèse partisane. Cher Martinet, je sais comment tu es le spécialiste des amendements, et tu as relevé que je n'ai pas fait campagne personnellement pour cet amendement. J'aurais souhaité effectivement qu'après l'effort de synthèse que nous avions tous fait, jour après jour, et heure par heure, on puisse aller jusqu'au bout. Et je vous dirai qu'il est des heures dan la vie de militant où le forcing entre nous est tellement stérile, où les oppositions entre majorité et minorité sont tellement vaines, qu'en ce qui me concerne, je n'ai pas envie d'avoir raison contre mon Parti.
(Applaudissements)
Mais, si, venant de vos fédérations, et voulant répondre à cette volonté d'unité, vous pouvez encore aujourd'hui faire quelque chose qui sera ressenti comme

positif par l'ensemble des militants, et je vous le demande, c'est de faire en sorte qu'il n'y ait pas cet affrontement sur la page 9, mais que tout le monde fasse un effort pour qu'elle soit adoptée par l'ensemble du Parti. En tous les cas nous avons essayé de le faire hier, les minoritaires, déjà, au niveau de la Commission des résolutions. Encore un effort sur ce plan-là, c'est indispensable

Clarté ! La clarté, c'est le choix d'Epinay, le choix de l'union de la Gauche. La crédibilité, mes camarades, il faudra la maintenir et la reconquérir le cas échéant, car il ne suffit pas de confirmer aux Français notre choix de l'union de la Gauche, il faudra dire aussi comment nous pourrons surmonter la désunion, ce sera même la tâche essentielle de notre candidat aux présidentielles. L'unité... et j'y insiste, car rien ne sera possible sans le rassemblement des Socialistes qui est le préalable à tout autre rassemblement à gauche. Le projet ! Nous le votons aujourd'hui dans ce souci d'unité. Mais cette unité serait peu de chose si elle n'était pas servie par une dynamique de tout le Parti.

Rappelez vos souvenirs ! Si en leur temps le Programme du Parti Socialiste, le Programme commun, ont été portés par cette dynamique, c'est que nous répondions aux questions que l'on nous posait, c'est naturellement que l'union de la Gauche se portait beaucoup mieux qu'aujourd'hui. Mais aujourd'hui, je le regrette pour Jean-Pierre Chevènement et pour nous tous, la tenue de notre Convention c'est plus des idées échangées que l'amorce d'une dynamique. Cette dynamique, elle doit d'abord venir de nous, de l'accord entre nous, de notre capacité à nous rassembler.

Une autre occasion nous est offerte. Hier matin, lors de la Convention nationale ordinaire, le Premier secrétaire, sur proposition unanime de la fédération du Nord, a accepté que figurent à l'ordre du jour de notre prochaine Convention les problèmes internationaux et leurs multiples implications, et naturellement, nos problèmes internes.

Qui peut croire qu'à quelques mois d'échéance la campagne du candidat puisse se passer d'une déclaration d'actualité, d'une déclaration d'unité de tout le Parti ?

Si cette dynamique nous échappe à présent, elle devrait être au rendez-vous d'avril. Cette Convention d'avril, elle confirmera la possibilité dans ce parti d'une majorité ou d'une unanimité sur les orientations de la campagne présidentielle à venir. L'une et l'autre sont envisageables.

Mais je termine, camarades, en voulant souligner ici, et je le dis résolument, la différence entre "majorité" et "unanimité". La différence entre majorité et unanimité, c'est peut-être la victoire. Cette victoire, si vous ne la voulez pas, si nous ne la voulons pas, camarades, il nous sera loisible d'offrir à nos adversaires le spectacle de nos divisions ; mais si nous la voulons, alors, nous devons chercher les voies de l'unité, trouver ensemble les réponses que le Parti et le pays attendent de nous. C'est l'appel que je vous adressais à Metz. Jusqu'en avril il dépend de vous d'y répondre. Après, les dés rouleront à nouveau, ce sera la France et les Français qui devront nous répondre, et ce sera la plus grande épreuve pour le Parti d'Epinay. C'est pourquoi je souhaite, j'espère, que tout sera mis en oeuvre pour préparer le plus grand succès et rendre la victoire

possible. (Applaudissements)

La présidente - La parole est à Didier Motchane, pour dix minutes.

Didier Motchane

Mes Chers camarades, ce n'est pas nous qui nous sommes fascinés sur la page 9. La page 9 est une bonne page, à mon avis, c'est même une très bonne page... (mouvements et rires dans l'assemblée)... Mais il nous importe à tous, si vous me permettez un mauvais jeu de mots, que notre Parti se donne tous les moyens d'ouvrir une page neuve, une page neuve pour l'émancipation des travailleurs, et pour l'histoire de notre pays. Et cela, c'est le projet, c'est le projet comme une démarche, en tant que démarche politique, cohérente, vivante, militante.

Nous avons raison de réfléchir sur le défaut que nous avons souvent, nous Socialistes, d'utiliser nos Congrès trop exclusivement en nous tournant vers nous-mêmes. Et je voudrais simplement vous proposer, camarades, quelques réflexions sur les enjeux essentiels qui sont les nôtres, en ce qui concerne les relations internationales, la dimension de notre internationalisme.

Quand un parti est dans l'opposition, la politique étrangère est forcément un champ de responsabilités où notre action est la plus directement perceptible.

Les relations internationales, la dimension mondiale du capitalisme, font que depuis longtemps il n'y a pas de séparation entre l'intérieur et l'extérieur, il n'y a plus à proprement parler de politique intérieure. Les Français s'en aperçoivent ou ne s'en aperçoivent pas, et les militants ont du mal à s'en rendre compte.

Je pense que notre Parti a aujourd'hui l'occasion et les moyens, et les aura plus encore avec la Convention ordinaire sur la politique étrangère, d'en prendre toute la mesure.

La partie ou les passages du projet concernant les relations internationales ne sont pas sortis brusquement de nos têtes, ils sont sortis de notre expérience, de l'expérience du mouvement ouvrier, de celle de nos prédécesseurs, de nos combats, de nos succès, ils sont sortis aussi de nos erreurs.

En ce qui concerne les graves événements qui, nécessairement et à juste titre, occupent une grande partie de notre attention, la crise de la détente, l'invasion de l'Afghanistan, une question se pose à nous, camarades : ces événements, dont nous avons raison de souligner l'importance, nous appellent-ils à réviser les bases de notre analyse, les bases de l'analyse que nous avons faite au Congrès de Metz? Dans ce cas, il faut le faire, et il faut le dire.

Ou, au contraire, ces événements en sont-ils une première confirmation ?

Mes camarades, notre Parti considère qu'ils en sont la confirmation, que la crise des relations Est-Ouest et l'affaire de l'Afghanistan; était une péripétie dangereuse et particulièrement grave de la politique des blocs et c'est la raison pour laquelle vous retrouverez intégralement dans le projet que notre Convention adoptera tout à l'heure les lignes essentielles de la politique étrangère proposées au Parti par le Congrès de Metz.

Autrement dit, sans doute est-il indispensable que nous ajoutions malheureusement l'exemple de l'Afghanistan à la Condamnation des ingérences

étrangères dans l'autodétermination des peuples, mais nous ne pouvons pas le faire, et nous ne le ferons pas, en acceptant que cette crise serve de justification à toutes les ingérences passées, présentes et peut-être prochaines de l'impérialisme dans les affaires du monde et en particulier dans les affaires du Proche-Orient, de l'Asie, de l'Iran.
Nous n'accepterons pas non plus que l'on continue de nous intoxiquer impunément par une politique de la peur, par une politique de l'anxiété irraisonnée. Il y a suffisamment d'occasions réelles malheureusement, de craintes pour ne pas développer une mythologie du déséquilibre militaire croissant entre les deux superpuissances au profit de l'union soviétique.
Oui, mes chers camarades, notre camarade me rappelle que cet exercice auquel je participe avec plaisir, comme nombre de camarades, qui consiste à présenter à la Convention une série de réflexions n'est dans doute pas la manière la plus appropriée d'avoir cette discussion !
Cela dit, cette Convention, si elle n'est certes pas la conclusion de notre réflexion sur la politique étrangère, est tout de même l'aboutissement d'un travail qui peut être pour la première fois dote le Parti Socialiste d'un système d'idées et de volonté qui en fait la seule formation politique française à disposer d'une vision claire, articulée, profonde de la politique étrangère de la France, de la politique étrangère que la France, qu'une France de gauche doit mener.
Ce n'est pas la cas du Parti Communiste dont il y a bien longtemps qu'il a cessé d'avoir la possibilité, d'avoir toute vision générale du monde et dont la démarche dans ces affaires n'est que la conséquence des péripéties de ses tactiques, à la vérité de sa stratégie intérieure.
Ce n'est pas le cas de la Droite où ce qui reste de ce qu'on appelait autrefois le gaullisme qui depuis longtemps ne fait que contempler le développement des contradictions qui existent entre les ambitions perdues du général de Gaulle et les réalités sociales, la réalité de la classe dirigeante française.
Je vous remercie. (Applaudissements)

La présidente - Christiane Mora pour 5 minutes.

Christiane Mora

Nous allons achever dans quelques heures, aujourd'hui, l'élaboration du projet Socialiste, c'est-à-dire que la phase interne de notre travail va s'achever et je voudrais vous dire que nous avons tenu à l'intérieur de la majorité du Parti à ce que ce matin, avant que nous nous séparions, quelques minutes soient consacrées à ce que nous appelons la popularisation du projet.
A partir d'aujourd'hui et dès demain dans nos fédérations, nous allons devoir convaincre, nous allons devoir faire en un mot de ce projet des Socialistes le projet du plus grand nombre possible de travailleurs et de citoyens'
Nous aurons pour cela des instruments, mes chers camarades et comme vous êtes tous ici militants et responsables élu Parti, anxieux de le savoir, je vous le dis tout de suite, quoique le Bureau exécutif devra naturellement préciser ces modalités, nous aurons sous la responsabilité du Pari lui même, imprimé,

diffusé, le texte intégral de notre projet Socialiste, comportant des annexes, c'est-à-dire des références au programme de 1972 et aussi des références à tous les documents spécialisés du Parti, sur telle ou telle question.
Mais nous le savons, même si le tirage de ce texte intégral est un tirage très fort, très important, à la mesure de notre ambition, nous savons que la lecture de ce texte ne pourra pas être accessible au moins dans un court terme à une très grande majorité de travailleurs. Ce ne sera pas possible, non point tant à cause de la difficulté, mais à cause du temps et de la disponibilité.
C'est pourquoi nous aurons aussi un texte qui en sera le condensé et qui forcément sera donc plus musclé, de la main je crois, malgré tout le travail qu'il assume, de François Mitterrand, qui se présentera sous forme d'une plaquette et qui sera destiné à la diffusion massive.
Par ailleurs, bien entendu, tous les secteurs d'intervention, d'entreprise, la propagande, les entreprises, l'information donneront comme d'habitude les supports de propagande à tous ceux qui ont l'habitude de travailler avec nous.
Mais je voudrais vous dire ici, mes chers camarades, que l'enjeu de cette popularisation du projet Socialiste dépasse à mes yeux très largement le travail que nous faisons habituellement au cours et autour des thèses du Parti.
Nous avons là une responsabilité qui est historique. Vous direz : "Voilà les grands mots lâchés mais ce n'est pas moi qui ai inventé cette responsabilité, c'est vous. J'ai écouté toutes les interventions depuis hier à la Convention ordinaire et dans cette Convention sur le projet ; toutes les analyses faites montrent à quel point la responsabilité du Parti est engagé et notamment par rapport à la crise qui est celle de l'union de la Gauche du fait du Parti Communiste.
Eh bien, soyons très clairs, ne tournons pas autour du pot, quand on écoute attentivement les deux interprétations qui existent de cette stratégie d'union, qu'est-ce qu'on constate ? Que pour les uns, l'union de la Gauche, c'est l'accord électoral et le Parti Communiste, c'est le complément, c'est l'appoint, à qui on ne demande pas de changer, à qui on dit :
Restez comme vous êtes, gardez vos 20%, vos 21%, mais qu'ils soient là au bon moment, et à ce moment-là qu'est-ce qu'on fait ? On fait de l'union de la Gauche un piège on reste prisonnier d'un Parti Communiste à qui on ne demande pas de changer, et l'autre interprétation, celle qui engage la Majorité de Metz et qui nous engage tous dans la diffusion du projet, c'est celle qui dit que le Socialisme ce n'est pas le Communisme à la soviétique, celle qui demande précisément au parti Communiste de changer, parce qu'il est grand temps, après cinquante ans da cette expérience, que cela change et cette popularisation des idées du projet Socialiste que nous devons faire surtout sur la base de vos initiatives locales, nous pensons pour lui permettre de réunir au mois de février les premiers secrétaires fédéraux, de façon assez solennelle pour voir comment le projet sera au cœur de notre action quotidienne.
Cette propagande autour du projet est la condition à la réalisation de cette union des forces populaires qui est la traduction du front de classe que nous avons appelé l'union de la Gauche. (Applaudissements)

La présidente - La parole est à Michel Rocard pour 30 minutes.

Michel Rocard

Mes chers camarades, c'est exclusivement du "projet Socialiste" que je veux parler ici. Il va de soi que les autres questions importantes pour l'avenir du Socialisme et de notre Parti qui se posent à nous ne doivent être posées, à mon sans, que lorsque le Parti aura jugé bon de les mettre à son ordre du jour officiel.
Il y a beaucoup de sagesse dans la décision, vieille maintenant de près d'un an et demi, de préciser, d'affiner, d'approfondir notre projet Socialiste, et cela pour 4 raisons.
La 1ère, c'est qu'une très ancienne faiblesse du Socialisme était justement l'absence complète de toute relation entre nos programmes à court terme, en général électoral, et notre vision d'avenir, cette vision qui se résumait à un rêve généreux sur la société, sans classe et sans contradiction, et sans exploitation, mais sans idée sérieuse du rapport entre l'un et l'autre, ni surtout sur la manière d'y parvenir.
Le "projet de société", la mise en perspective à dix ou quinze ans de nos volontés politiques, c'est justement ce cheminement qui nous manquait.
Dans la méthode même nous innovons sur le plan théorique, et cela est sain.
La 2ème raison, elle est beaucoup dite ici, c'est que le monde change vite.
L'évolution, l'événement interne, dans notre pays, l'évolution, l'événement international plus encore, modifie profondément les degrés de liberté de la France, d'où la nécessité de la rapidité avec laquelle nous pourrons réaliser nos objectifs humains et sociaux, et même modifier l'ordre de priorité entre ces différents objectifs.
C'est pourquoi il est d'approfondir, d'ajuster notre vision à long terme, car nous en avons une.
La 3ème raison concerne la relation entre notre visée programmatique, disons plus simplement nos objectifs politiques et notre pratique sociale.
Tout le monde sait, et j'en conviens, qu'il y a entre nous des différences significatives d'attitude ou de comportement devant, par exemple, le degré de confiance à faire à l'appareil administratif central de l'Etat pour réaliser la transformation sociale ou au contraire la priorité à donner à une importante décentralisation.
Différences significatives aussi devant notre attitude quant au rapport entre notre discours public et la réalité contraignante des faits, comme enfin entre nos engagements publics et notre pratique politique.
Mais l'élaboration du projet peut justement être l'occasion de découvrir et de faire que ces différences ne se traduisent pas par une opposition fondamentale.
Deux exemples le montreront très vite et sur des points-clés :
Sur la rupture avec le capitalisme, aussi longtemps que nous n'évoquons que le court terme, nous ne pouvons pas ne pas voir une contradiction qui tient presque au caractère des hommes et des femmes, des militants, entre ceux qui, exigeant avant tout des garanties, veulent que l'essentiel en soit réalisé à court terme,

puisque c'est du court terme que l'on parle, et ceux qui, sachant comme les précédents que la rupture sera longue, préfèrent pour le court terme non pas dire plus que le raisonnablement possible, et décrire par conséquent des commencements, des processus et non pas l'étape finale.
Parler de projet de société, c'est répartir sur une ou deux décennies nos efforts, les résultats de ces efforts, les nouveaux efforts que les premiers résultats rendent possibles, et décrire dès lors la rupture comme ce qu'elle ne peut pas ne pas être, comme ce qu'elle est nécessairement, c'est-à-dire comme un long processus de conflits, d'affrontements et de compromis. La méthode même permet alors la réconciliation du Parti avec lui-même.
Il en va de même de l'union de la Gauche. Dans l'état où est l'union, à la suite des orientations où la met la politique suivie par le Parti Communiste Français, toute discussion qui ne regarde que l'immédiat provoque parmi nous le heurt entre ceux qui, par principe, veulent maintenir la nécessité de ramener le Parti Communiste à une politique moins sectaire, le ramener à la politique unitaire, et ceux qui pensent que les décisions du Parti Communiste sont stratégiques et dont prises pour très longtemps et qui, par conséquent, n'osent pas, n'entendent pas cultiver en public, promettre au public ce qui est aujourd'hui un rêve, c'est à dire le retour à l'unité par la voie de la négociation de sommet entre des appareils.
Au contraire, fixer notre projet dans la durée, c'est aussi déterminer la pratique sociale par laquelle nous convaincrons les forces agissantes de ce pays que leur lutte peut et doit se reconnaître et s'inscrire dans la volonté de changement que représente la Gauche. Et par forces agissantes, j'entends bien sûr les forces économiques et sociales engagées dans la lutte des classes, et aussi les forces dont la lutte répond à d'autres références, comme le mouvement féminin, comme le mouvement écologique, comme l'ensemble des mouvements régionalistes.
L'échelon des négociations de sommet, entre appareils, étant bloqué par le Parti Communiste, et pour longtemps, seule une pratique sociale combative, longue et continue, peut recréer les conditions d'une convergence des forces de changement c'est à dire d'une nouvelle forme d'union de la Gauche à laquelle le Parti Communiste ne pourrait plus s'opposer, entraîné qu'il serait par l'évolution sociale.
C'est seulement à long terme qu'une telle visée peut être décrite, mais c'est la seule voie, et vous le savez tous ; c'est en la décrivant de manière précise, donc en fixant notre horizon à celui du projet, que nous pouvons retrouver une définition unanime de notre volonté d'union.
Il n'y a donc pas, chers camarades, deux lignes politiques opposées dans notre Parti, et j'affirme ici que ceux qui mettent leurs espoirs dans un vaste combat fratricide entre nous, en seront pour leurs frais !
(Applaudissements)
La quatrième raison pour laquelle cette discussion est opportune, découle nécessairement de la troisième, de ce que je viens de dire : c'est qu'à travers la découverte de notre pratique sociale fixée dans la durée, l'élaboration même de

Fondation Jean Jaurès

notre projet peut contribuer à l'unification réelle, profonde de notre Parti. Malheureusement, force est bien de constater que dans l'état actuel des textes - mais on va encore les travailler, les modifier cet après-midi - l'effort n'est pas tout à fait encore à la hauteur des ambitions. Je ne suis pas sûr que l'intention rédactrice ait été toujours unificatrice... telle ou telle phrase, ici ou là, donnait l'impression de rechercher plutôt l'affrontement que l'accord entre nous, cela vous est bien apparu.

La rédaction fut parfois inutilement longue, passons. La procédure aurait pu rester tout du long aussi démocratique que son commencement, les 216 questions, l'avait montré.

Enfin et surtout, le résultat n'est pas encore indiscutable. Il subsiste, nous les arbitrerons ce soir, des contradictions. Certains choix sont peu convaincants et les points essentiels de notre orientation devraient être plus fermement soulignés.

Il est donc encore temps, et par nos votes, de mieux faire. Pour y contribuer, je voudrais tenter, avec vous, un éclairage du projet en marquant les grands points d'accord, en tranchant là où le texte comporte encore maintenant des ambiguïtés, et en exprimant, ici ou là, des nuances. Tout cela en me limitant à l'essentiel, c'est à dire au rôle d'organisation sociale et de développement vers lequel nous proposons que s'oriente la France, l'Europe et le Monde.

Notre environnement international a plus changé depuis quatre ou cinq ans que la France elle-même. C'est donc par lui qu'il faut commencer l'examen des contraintes et des chances que peut assumer notre projet.

Depuis 1970, et c'est un retournement aux immenses conséquences, la consommation de pétrole augmente beaucoup plus vite que la découverte de nouveaux gisements. Tous les pays pétroliers, et c'est aussi vrai de la Norvège, de l'Angleterre, du Venezuela ou du Nigeria que de tous les pays arabes, tous les pays pétroliers à la seule exception de l'Arabie, savent aujourd'hui qu'ils ont du pétrole au rythme où on l'extrait, pour 25 ans. Leur devoir et leur volonté sont de le faire durer 100 ans. Il nous faut nous attendre à les voir produire moins et plus cher.

De plus, le peuple iranien, par sa révolte, a exprimé le refus illustré par l'Islam, le refus d'un mode d'organisation sociale et de production induit par le pétrole, fondé sur l'industrie lourde et destructeur des équilibres sociaux et culturels où se reconnaissait ce peuple. Le chaos n'a pas encore fait place à une nouvelle forme d'Etat et de société, mais le refus reste, et il pourrait être contagieux.

L'Arabie Saoudite, aujourd'hui, est en déséquilibre. Le destin de ces peuples relève de leur liberté, mais nous savons, nous, que l'approvisionnement du monde, en pétrole, est menacé.

L'Union soviétique, de son côté, vient de nous montrer que la ratification d'un Traité pourtant essentiel, de limitation des armements stratégiques, ne valait pas pour elle la perte d'un bastion militaire en Afghanistan, elle a pris le risque immense, mesuré sans doute mais immense, d'une rupture politique avec tout le Tiers Monde, pour assurer plus clairement sa domination militaire sur quelques pays stratégiques dont elle a pu s'emparer.

Il y a, mes camarades, une très étonnante cohérence dans la géopolitique soviétique, et il nous faut la comprendre sans quoi nous n'aurons pas de politique étrangère.
L'appareil militaire soviétique était encore totalement défensif il y a quinze ans. Il est aujourd'hui totalement offensif, aussi bien dans ses formes nucléaires stratégiques et tactiques, que dans ses formes Conventionnelles. Cet appareil militaire immense peut faire la guerre. Mais, sa mission première et son usage constant sous nos yeux sont autres : les dirigeants soviétiques sont persuadés de construire un monde ; ils rencontrent d'immenses difficultés dans l'organisation socio-économique de ce monde. Et nous, Socialistes démocratiques, nous savons pourquoi. L'économie administrative, cela n'a jamais marché nulle part, et ne marchera jamais pour la raison simple que l'acte de produire n'a rien à voir avec l'acte d'administrer.
Administrer ne supporte pas d'autres priorités que l'égalité de traitement entre tous les administrés. Les délais, la durée n'y sont pas décisifs.
Produire, au contraire, exige souplesse et rapidité, et l'expérience montre que cela ne s'est jamais bien fait sans compétition.
Ce constat simple est inacceptable pour l'Union soviétique car il met en cause, son système au cœur de son idéologie qui en est le ciment essentiel.
Les Soviétiques pensent, eux, que la source de leurs difficultés tient seulement à la jeunesse de leur pays, à l'inexpérience de leurs cadres. Ils en concluent qu'il leur faut beaucoup de temps, beaucoup de temps, un demi-siècle, et du temps sans guerre, pour que les vertus du Socialisme à leur manière deviennent convaincantes aux yeux du monde entier.
Pendant ce temps, il leur faut protéger militairement leur bloc et en élargir le glacis.
Pendant ce temps, toujours, et pour eux, les Soviétiques considèrent que l'accident pourrait devenir dangereux, parce que la crise profonde, politique, économique, idéologique que traverse l'Occident, pourrait l'amener à des actes excessifs ; raison de plus, aux yeux des Soviétiques, pour s'armer à un niveau qui produise une intimidation globale, généralisée, permanente pour le monde entier.
Mais l'enjeu central, pour eux, n'est pas là. L'enjeu central, pour eux, c'est le Tiers Monde. La démonstration n'est plus à faire que le capitalisme n'est pas, pour les pays du Tiers Monde, un bon modèle de développement. Les conditions de décollage initial dans le système capitaliste sont si difficiles qu'elles ne peuvent pas être réunies partout, et combien de malheureux pays ne voient pas encore poindre le tout début de leur décollage industriel. Ils sont disponibles pour un autre modèle et pour d'autres alliances, à commencer peut-être par l'Inde, et s'il y a un pays qu'il faut regarder aujourd'hui, c'est bien celui-là; là où le développement industriel a vraiment commencé, ses formes capitalistes brisent les cultures locales et les équilibres sociaux, créent des inégalités d'une telle ampleur que la déstabilisation politique en résulte souvent. Les dictatures militaires de l'Amérique Latine s'expliquent ainsi.
Mais surtout, les pays qui ne veulent pas prendre ce risque là, le risque du

Fondation Jean-Jaurès

développement capitaliste et qui entendent chez eux contrôler l'investissement, localiser le profit, contrôler sue le plan douanier les échanges, bref maîtriser leur développement, ceux-là se situent hors des critères d'aide de l'Occident, et notamment du Fonds Monétaire International.
Un réflexe de rejet joue et, pour ces pays-là, mes camarades, il n'y a plus d'autre forme d'aide et de protection diplomatique que celle de l'Union soviétique.
Comme l'aide est courte et que le développement reste lent tout de même, il leur faut se durcir et se militariser. Voyez Cuba, l'Ethiopie ! Voyez en ce moment même le Mozambique et l'Angola, peut-être l'Algérie, peut-être le Nicaragua.
L'extrême puissance de l'appareil militaire soviétique a dès lors pour but simple, et c'est cela qu'il faut comprendre, de placer l'Occident devant cette situation que toute intervention, dans l'un ou l'autre de ces pays, risque de provoquer l'escalade globale, au plus haut niveau militaire, de conflagration.
Cela assure la stabilité des investissements politiques de l'Union soviétique dans le monde.
Telles sont, chers camarades, les dangereuses tendances qui se font jour dans le monde d'aujourd'hui. Elles entraînent ce résultat que si d'ici à la fin du siècle, le Tiers monde n'a pas trouvé un mode de développement techniquement moins consommateur d'énergie, socialement moins injuste, culturellement mieux relié au passé et aux traditions de la culture de chacun de ces pays, économiquement mieux intégré et surtout mieux contrôlé politiquement par chaque Etat, et si l'Occident n'a pas réussi à adapter ses formes d'aide à ces nouvelles exigences du développement, alors l'équilibre du monde aura basculé.
Le prix à payer en terme de droit de l'homme, et surtout l'impossibilité profonde de faire fonctionner de manière non autoritaire des économies organisées sur la base exclusive du commandement administratif; font d'une telle évolution le vrai risque de la décennie qui commence ces jours-ci.
La réaction des Etats-Unis à cette situation est incertaine, n'ayant pas de vue d'avenir mais sûr de leur force, ils retrouvent actuellement on le voit tous les jours une mentalité militariste et agressive.
La disparition des trois grandes conditions qui ont fait la paix du monde depuis trente ans, les laisse sans stratégie claire.
En effet les accords de Yalta sont caducs et l'Union soviétique vient de le montrer, en Afghanistan, puisque l'Afghanistan n'était pas dans la zone partagée mais dans la zone où désormais tout se joue et qui n'est pas la zone de Yalta.
Les accords de Bretton Woods sont caducs et le monde n'a plus de monnaie, le dollar s'effondre, enfin la croissance rapide qui fut pacificatrice parce qu'anesthésiante; des conflits en disparaissant, en s'arrêtant, laisse apparaître une aggravation des tensions internes de presque tous les pays développés, comme ceux du tiers-monde.
L'attitude américaine des lors ne peut être qu'une politique de force.
Je ne crois pourtant résolument pas au danger de guerre générale. Il y a des limites à la folie et les dirigeants de ces peuples sont responsables. Mais je crois beaucoup plus à une aggravation de la pression américaine sur bon nombre de pays, avec une constante méconnaissance de leurs structures socioculturelles,

qui provoquera des troubles, des difficultés, des échecs.
Et surtout, et cela nous concerne, en matière énergétique et commerciale, l'attitude américaine ne peut être que celle d'un égoïsme national sans pitié, puisque ce pays n'a pas de stratégie alternative à proposer au monde pour son développement.
Tout cela définit me semble-t-il la nature et la portée des initiatives que devrait pouvoir prendre l'Europe dans les vingt ans qui viennent.
L'Europe aujourd'hui est un vide, c'est une béance, et pourtant jamais n'a été plus ridicule cette situation qui fait que la zone industrielle la plus puissante de la planète, la plus forte concentration de savoir dont dispose le monde, le continent le plus hautement civilisé dans la profondeur de ses populations, est incapable d'assumer sa défense, est incapable de proposer au monde un autre schéma de développement, un autre projet de développement, alors que la capacité d'expérience et son propre niveau avancé, lui en donnent capacité, lui en font responsabilité.
En outre l'Europe manque d'énergie et chacun de ses pays est isolément trop faible pour répondre durablement à ce défi.
Mais précisément la souplesse, l'adaptabilité et aussi la technicité de la civilisation européenne, rendent possible d'y espérer, à condition que les efforts se rejoignent, une transformation profonde de notre mode de production vers une organisation plus économique de notre société, vers une orientation plus pacifique et plus généreuse de nos relations internationales et de nos formes de société.
La politique européenne que nous avons définie à Bagnolet et dans le Manifeste pour les élections à l'Assemblée, est à cet égard un point de départ. Mais il faut lever une ambiguïté, que le texte dont nous discutons aujourd'hui ne lève pas complètement.
Si tous les objectifs que nous donnons à cette politique dans l'ordre économique et social notamment, deviennent autant de garanties à défaut desquelles nous refuserions tout pas en avant dans la construction européenne, alors c'est une politique d'égoïsme national, c'est une politique anti-européenne.
Si au contraire nous savons faire les mêmes objectifs, les enjeux des risques qu'il nous faut prendre pour faire avancer la construction européenne, alors, mais alors seulement nous seront à la hauteur de nos responsabilités historiques.
Car la France, mes camarades, se trouve être le pays décisif dans cette affaire.
Membre de la Communauté, et pas neutre, souveraine en matière de défense et pas intégrée dans le commandement atlantique, dotée d'une puissante constitution, économiquement aujourd'hui presque aussi forte que l'Allemagne et diplomatiquement influente dans bien des pays du tiers-monde, la France a la taille, la population, la capacité et l'indépendance de commencer chez elle et de faire progresser par delà l'Europe et le monde, la modification de nos structures économiques, qui chez nous déjà répondraient mieux au nouvel état du monde et, par là même, serait entraînante pour enfin permettre un développement harmonieux et pacifique.
Encore faudrait-il que les Pouvoirs publics le veuillent.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne peux pas ne pas stigmatiser ici la légèreté du gouvernement et du chef de l'Etat.
Il était léger de 1973 à 1979 presque en permanence, de minimiser la gravité de la crise, de laisser croire qu'elle était en train de naître, qu'on en sortait dans les mois qui venaient. Il était léger de nier l'immense danger d'aggravation importante du chômage dans les années qui viennent. Il était léger de passer d'une excessive dépendance pétrolière, acceptée pendant les bonnes époques, à une fuite en avant dans le nucléaire, sans chercher à museler notre consommation et à mieux faire participer les Français à ces choix énergétiques.
Il est plus léger encore pour le chef d'Etat d'agiter le risque de guerre pour apeurer le pays. Il est hors de doute que la France est dans la zone protégée par les armements nucléaires, il en résulte que pour notre pays le danger de guerre est pratiquement nul. Ce qui ne rend que plus lourde la responsabilité pour la France de pousser à la décompression des tensions qui traversent le monde, en amenant l'occident tout entier à diffuser dans le monde un autre modèle de développement.
Il ne suffit pas de la sagesse de quelques dirigeants, même s'il la faut, il y faudra une France rassérénée, sûre d'elle-même, le langage présidentiel ne nous y prépare en rien, je le regrette et c'est pour cela qu'il faut le comprendre.
Mes camarades, c'est d'une grande ambition nationale que la France a besoin, elle en a la taille, elle en a la capacité, il ne lui manque que la volonté politique.
Cette grande ambition doit avoir pour premier objectif de préserver et d'améliorer la tranquillité, la qualité de la vie des habitants de notre hexagone, qu'ils soient français ou qu'ils soient nos hôtes.
Il y faut une croissance plus sociale, énergiquement réductrice des inégalités devant l'argent, devant le savoir et devant le pouvoir.
Il y faut une lutte efficace contre tous les gaspillages capitalistes, qu'ils soient dus à la spéculation sous toutes ses formes ou aux pertes de temps et d'efficacité qu'entraîne une excessive centralisation ou qu'ils soient dus à la domination sans partage et sans riposte du producteur sur le consommateur.
Il y faut une profonde décentralisation politique, non seulement pour la malheureuse Corse, et pour la Bretagne pour leur permettre de retrouver la paix et l'harmonie dans leur développement, dans le respect de leur identité propre, mais pour donner toutes leurs chances et que le pays tire le meilleur parti des innombrables talents, des innombrables capacités d'initiative qui sont en France et que notre degré de bureaucratie paralyse.
Il y faut une politique de l'investissement qui privilégie les unités de production de petite et moyenne dimensions, notamment les petites entreprises, seules créatrices d'emploi aujourd'hui, qui permette notre diversification énergétique, qui appuie les secteurs modernes et exportateurs de notre économie et qui enfin permette une autre répartition du travail par une maîtrise plus ferme du progrès technique.
Cette politique exige une planification sérieuse et le contrôle public des outils de production dominants.
Le deuxième objectif de cette grande ambition pour la France c'est une nouvelle

politique internationale.
Il faut débloquer la construction européenne. Cela nous crée à nous, sa principale puissance agricole, la responsabilité de la relance d'une politique agricole qui, faisant payer les riches, serait par-là plus équitable et plus efficace et permettrait en même temps de moderniser nos structures agricoles pour faire face aux immenses besoins alimentaires du monde.
A partir de là, dans le nouveau monde multipolaire il n'y a pas de paix ni de sécurité passible sans des rapports de confiance réciproque, c'est-à-dire sans des rapports égalisant les droits et les devoirs.
Les grandes lignes de cette politique découlent directement de l'analyse que je présentais tout à l'heure, elles appellent des relations négociées entre les pays développés et ceux du tiers-monde, ces contrats de solidarité (c'est pour le contrat de solidarité qu'il faut nous battre) doivent respecter les voies du développement choisies par chaque pays, veiller à ce que les formes d'aide n'induisent pas un autre modèle que celui qui est voulu par les peuples concernés, et assurer aux partis la stabilité de leurs relations économies et financières.
Ce sera l'aide du co-développement planifié qui nous fera enfin sortir de l'anarchie à haut risque, où nous nous trouvons aujourd'hui.
Enfin, le troisième objectif de cette grande ambition pour la France, c'est naturellement une nouvelle politique énergétique qui allie sécurité et démocratie.
Autour de ces objectifs, la France peut se mobiliser, retrouver volonté et rayonnement, et s'engager d'un pas ferme dans la voie d'une société plus juste et plus humaine, bref, d'une société Socialiste.
Mais Je veux revenir un instant plus en détail sur la politique énergétique. Elle fût la plus discutée au cours de cette Convention, et vous avez eu raison. La politique du gouvernement actuel consiste à ne rien changer dans le mode de croissance et de consommation capitaliste, et à substituer simplement le nucléaire au pétrole. Certes, la solution est à la fois la plus conservatrice, et la plus dangereuse.
Conservatrice, car elle ne demande aucun effort d'adaptation spécifique à la nouvelle donnée énergétique mondiale. Dangereuse, car elle soumet à quelques grandes firmes capitalistes un domaine-clé de la vie national. Car elle livre la France à une structure économique hyper-centralisée, car elle prend délibérément le risque d'accidents, car elle prend aussi le risque, peut-être plus grand encore, d'une paralysie partielle de notre économique au cas où un incident technique conduirait à l'arrêt simultané de plusieurs centrales.
A une telle économie nous préférons une économie décentralisée, assurant son autonomie énergétique par un effort intense d'économies d'énergie, une aide massive à toutes les formes décentralisées d'énergies nouvelles : solaire, géothermique, marée motrice...
Il est possible par ces moyens de limiter autant que faire se peut la portée de l'énergie nucléaire, et de faire décroître progressivement le degré de notre dépendance pétrolière.
C'est bien le sens de l'option n°1 présentée à cette Convention. Et je n'ai qu'un

regret: c'est que nous ayons du mal à confronter ce qui est au cœur de nos espérances avec la réalité de nos besoins. Mais là est la question !
Cela est possible à la condition de beaucoup investir dans l'économie de chauffage domestique, de privilégier les transports en commun, de limiter les gaspillages dans l'industrie, d'intensifier enfin la recherche de produits nouveaux peu consommateurs d'énergie.
Cette politique est la plus réaliste possible et la plus porteuse de sécurité. Elle assure l'indépendance de la France à un meilleur niveau. Elle forge une économie moderne, mieux armée, dans le monde difficile d'aujourd'hui. Elle crée de nouveaux emplois, grâce aux investissements qu'elle appelle. Elle décentralise un secteur décisif de la vie économique ; elle limite autant que faire se peut le risque important du nucléaire. Bref, elle assure réalisme et sécurité, mais il faut du courage, car cette politique demande que l'on dise la vérité aux Français, au point que ceux-ci puissent accepter de changer certains aspects de leur manière de vivre, de leur genre de vie quotidienne.
Voilà, mes Chers camarades, limités à l'essentiel, les axes qui, me semble-t-il, ressortent de notre commune volonté.
Eclairé là où il reste ambigu, ce projet peut donc être utile au Parti, et cette Convention de toute façon aura été un moment important de notre histoire, de notre vie commune. J'espère qu'elle aura contribué à surmonter des clivages de courants qui sur bien des points sont archaïques et devraient être dépassés, c'est notre espoir à tous, c'est de notre capacité à faire de tous ces travaux, opportunément lancés par notre Premier secrétaire, la base d'une volonté politique et d'une action vraiment commune, que dépend toute la suite.
Les années qui viennent seront difficiles pour le Socialisme en France et dans le monde, seul un parti rassemblé et fraternel peut les affronter avec des chances d'être efficace. C'est au moins le vœu que je formule pour la fin de nos travaux et pour les votes qui auront lieu tout à l'heure, à la fin de cette Convention. Merci, camarades. (Applaudissements)

La présidente - La parole est à Laurent Fabius, pour dix minutes.

Laurent Fabius

Chers camarades, j'ai écouté, comme vous, très attentivement les débats d'hier et de ce matin et j'en ai retiré un sentiment étrange que je voudrais - et c'est ma première observation - essayer d'exprimer.
D'abord, en suivant ces débats, leur caractère, somme toute, de large unanimité, la faiblesse des critiques de fond argumentées contre le projet, tout cela m'a laissé, comme à tous ceux qui jugent très positif ce texte, un sentiment de grande satisfaction.
Et puis, allant un peu au-delà, je me suis rappelé certains débats de nos sections, de nos Conventions fédérales, où la discussion était, je crois, d'une autre tonalité, souvent trop vive, où des critiques violentes, et parfois totales, étaient portées contre le texte. Je me suis souvenu aussi des déclarations de camarades faites dans la presse, avec parfois beaucoup de virulence. Il y a là, me semble-t-

il, un décalage incontestable.
Alors, pourquoi ? C'est la première question que je pose.
Les critiques entendues dans les fédérations, les déclarations vues dans la presse, étaient-elles donc artificielles ? Dans ce cas, pourquoi les avoir faites ?
Aurait-on cherché - autre explication - dans cette Convention publique à cacher de réels clivages ? Ou bien encore, se serait-on rallié à un texte qu'on condamnait auparavant ?
J'aurais souhaité qu'on nous le dise, car on aurait fait ainsi avancer beaucoup le débat. (Applaudissements)
Nous souhaitons, pour notre part, qu'une règle de simplicité l'emporte, qui se résumerait ainsi : quand on critique un texte beaucoup plus qu'on ne l'approuve, alors, qu'on le refuse. Quand on approuve un projet beaucoup plus qu'on ne le critique, alors, qu'on le vote. Mais si on le vote, alors, clairement, qu'on le soutienne ! (Vifs applaudissements) Et qu'il soit bien clair entre nous, chers camarades, que le vote porte sur ce texte, et non sur un autre ou non plus sur ce texte assorti d'un commentaire qui n'aurait guère à voir avec lui.
Chers camarades, le projet Socialiste, ce n'est pas, dans notre esprit, faire sur vingt ans ce que les Socialistes s'étaient engagés à faire en cinq ans ! Ce n'est pas transformer l'union de la Gauche, qui doit être notre difficile combat quotidien, en un rêve inaccessible et intemporel à l'horizon d'un quelconque projet ! (Applaudissements)
Nous souhaitons donc que le plus large accord se réalise autour du projet Socialiste, mais que cet accord signifie non pas : oui au projet parce qu'il recueille - c'est un fait maintenant - la très grande majorité des voix et qu'on pense peut-être à d'autres échéances, mais oui au projet parce que c'est un bon projet, bref, un oui de conviction plutôt qu'un oui de précaution ! (Applaudissements)
Mais, ce n'est pas sur cet aspect que je voudrais surtout insister. Puisqu'il s'agit du projet Socialiste, je voudrais parler, même brièvement, de notre avenir, qui est aussi celui de la France.
Dans cet esprit, j'aborderai deux questions essentielles et je le ferai trop brièvement :
- d'abord, quels risques et quelles chances pour les Socialistes dans les années qui viennent ?
- ensuite, quelle contribution notre projet peut il apporter à cet avenir ?
Pour répondre à la première question, et sans jouer, bien sûr, les prophètes, mais pour faire preuve de beaucoup d'humilité, je rappelle certains éléments.
Les uns sont plutôt négatifs, ayons la lucidité de le reconnaître.
Paradoxalement, les échecs de la Droite au Pouvoir peuvent faciliter son maintien. Le chômage, le travail précaire, appellent souvent, jusqu'à un certain seuil, plutôt la peur que la mobilisation. Les incertitudes nationales et internationales, exploitées par le Pouvoir et par l'information officielle, peuvent flatter le conservatisme. Ajoutons le sectarisme inadmissible des dirigeants Communistes français, qui cumulent une triple contradiction que nous devons porter à la connaissance de tous les Français :

- prétendre vouloir l'union, mais attaquer sans cesse les Socialistes.
- souhaiter l'autogestion, mais interdire le libre débat.
- prôner l'indépendance, mais cultiver l'alignement.

Chers camarades, je pourrais continuer la liste. Personne ne doute ici que la tâche des dix ans qui s'ouvrent sera rude.

Et pourtant, si l'on n'est pas un spécialiste du malaise, combien d'atouts entre nos mains !

D'abord, la démonstration - malheureusement implacable - de la justesse de nos analyses. Nous constatons chaque jour les conséquences concrètes de la stratégie des multinationales, les spéculations monétaires, les contradictions d'un capitalisme qui prétend enrayer l'inflation par le chômage, le chômage par l'inflation, et qui n'enraye ni l'un ni l'autre, qui rogne sur le service public, qui saccage la nature pour engranger le profit. L a politique giscardienne du triple zéro, la crise économique, politique et morale, tout cela a, naturellement, des conséquences sur la fragilité d'un Pouvoir devenu le rassemblement, compromis d'hommes sans projet.

Et, face à eux, existe aujourd'hui un Parti Socialiste qui, en dépit des Cassandre, a tenu le très rude coup de 1978, plus présent que jamais dans les luttes, capable, dès lors qu'il sait préserver son unité et ne pas céder au dénigrement permanent, de répondre à la formidable aspiration populaire à l'union et à l'alternance.

A la question que je posais tout à l'heure - la balance pour l'avenir des risques et des chances - je me garderai donc d'apporter, comme d'autres, une réponse pessimiste. Je répondrai plutôt, chers camarades : la Gauche, cela dépend de nous tous.

De nous tous, cela veut dire de beaucoup de choses et au premier plan, bien sûr, loin des disputes internes, du développement de notre unité.

Mais, pou ce qui concerne l'objet précis de cette Convention, cela signifie - et c'est ma dernière question - quelle contribution le projet Socialiste peut-il apporter à notre avenir ?

D'abord, reprenant des formules excellentes dites à cette tribune hier, expression d'une volonté. Sommes-nous, oui ou non, chers camarades, capables de donner au pays la grande volonté qui lui manque ?

Chaque jour, on mesure combien l'issue de la crise - et je parle ici en technicien des finances et de l'économie - ne dépend pas de cataplasmes techniques, ici 1/10ème de point sur les taux d'intérêt, là une habileté gouvernementale dans la gestion du déficit. Elle dépend d'une volonté collective de changement.

Collective, oui, car n'en déplaise aux dirigeants du Parti Communiste Français, le projet que nous allons approuver aujourd'hui s'adresse à tous, Socialistes, Communistes, femmes et hommes de la Gauche et, au-delà, que nous entendons rassembler. (Applaudissements)

Le Socialisme, s'il doit être autant qu'hier changement des structures économiques, doit être aussi, par rapport aux turbulences, un chemin solide pour la France.

Quand tout est incertain, la volonté est décisive. Mais ce doit être - méditons les leçons des pays voisins - la volonté d'aller clairement vers le Socialisme.

Précisément, le second apport de ce projet, c'est une capacité de transformation pour ce pays.
Aujourd'hui, des millions de Français s'interrogent : y a-t-il une autre politique que celle de M. Giscard d'Estaing et Barre ?
Eh bien, oui, il y a une autre politique et c'est le projet Socialiste.
Ce projet, sans doute, n'a pas tout prévu. Quel document le pourrait ? Mais il prend pleinement en compte l'essentiel, c'est-à-dire les acquis historiques du Socialisme et les évolutions plus récentes, c'est-à-dire l'immense problème de l'emploi et les moyens concrets de le résoudre, c'est-à-dire le défi du tiers-monde, de la faim et de la paix, c'est-à-dire les bouleversements technologiques, la révolution énergétique et les voies pour faire de la France une grande puissance des énergies nouvelles, c'est-à-dire la démonstration que le Socialisme moderne ne peut être que la conquête de ce que François Mitterrand a appelé "l'espace de nos libertés".
L'apport de ce projet, enfin, doit être une capacité de conviction. Christiane Mora a dit ce qu'il fallait sur ce point. Expliquer le projet Socialiste, c'est, en éliminant tout nombrilisme facile, dire à l'agriculteur français, en 4 pages et rien de plus, ce qu'il peut attendre concrètement du projet Socialiste, c'est dire à l'artisan, au commerçant, à l'ouvrier, en termes simples : "Voici l'essentiel, les 10, les 5 propositions sur lesquelles tout repose", c'est dire à tous les Français, sous forme d'un Manifeste, résumé fidèle, largement popularisé : "Voilà le projet Socialiste".
La tâche de conviction, d'explication, commence dès ce soir pour nous tous et elle est capitale.
Chers camarades, et j'en terminerai par là, je crois avec vous tous, qui êtes dans cette salle, que sur la base de ce projet, Valéry Giscard d'Estaing, peut et doit être battu en 1981 ! (Vifs applaudissements) Je dis bien, sur la base de ce projet, c'est-à-dire d'un texte pleinement accepté, et non pas toléré le temps d'un vote pour être, le moment venu, remplacé par un autre, sans doute plus accommodant, au mépris de la décision militante. (Applaudissements)
Capacité de volonté, capacité de transformation, capacité de conviction, de rassemblement et d'unité, voila des conditions déterminantes pour gagner, car nous ne sommes pas ici, chers camarades, pour témoigner, avec le statut d'éternels opposants, nous avons, les Socialistes rassemblés, la Gauche réunie, vocation à gouverner ce pays, et non une France intemporelle, mais la France des prochains dix ans. (applaudissements)

La présidente - La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, au moment où nous finissons de débattre du projet Socialiste, je lis dans la presse deux titres : "Le choix internationaliste du PCF pèse sur les orientations du PS"... "L'attitude des Communistes pèsera, sur les débats du P.S." Loin de moi, bien sûr, l'idée de nier la loi de la pesanteur, mais dans cette chute dans le vide des idées reçues, à laquelle on nous invite, quelles idées

s'effriteront le plus vite ? Sur quelle planète aboutiront-elles ? Qui en souffrira ?
Ce sont les questions que je voudrais soulever, en posant justement cinq interrogations compliquées, auxquelles je souhaiterais répondre de la façon la plus simple.
1ère question : est-ce que l'évolution actuelle internationale du mouvement Communiste pèse sur nos choix ?
2ème question : l'action soviétique et l'acte de Georges Marchais à Moscou doivent-ils abord poser des problèmes au Parti Socialiste ?
3ème question : est-ce que dans le monde actuellement, seule l'évolution de l'U.R.S.S. doit nous inquiéter ?
4ème question : l'évolution accentuée du Parti Communiste doit-elle nous conduire, nous Parti Socialiste, à revoir nos positions de fond, nos propositions ?
5ème question : enfin, et vous savez bien qu'elle résume l'intérêt, les événements récents remettent-ils en cause définitivement l'union de la Gauche ? Sommes-nous au moment où il faut prendre un tournant ? J'ai cru parfois entendre qu'on le souhaitait.
Est-ce que l'évolution actuelle du mouvement Communiste pèse sur nos choix ? La réponse est non, clairement. Nous avons immédiatement condamné l'intervention soviétique en Afghanistan comme nous avons condamné l'intervention des Américains en Amérique latine, l'intervention de la France en République centrafricaine ou au Tchad, l'intervention du Vietnam au Cambodge ou l'intervention de la Chine au Vietnam.
Nous avons en cela défini des positions, que nul dans la presse ou chez nos militants, n'a trouvé contradictoires avec nos positions antérieures car sur ces questions internationales, le Parti Socialiste développe depuis plusieurs années dans toutes les directions face à tous les régimes les mêmes principes. Ce qui veut dire que ce qui se passe en Union soviétique, ce qui se passe dans le Parti Communiste français n'a pas à peser sur nos choix car nos choix sont déterminés par nos convictions Socialistes.
Nous avons condamné l'intervention soviétique en Afghanistan mais nous avons aussi commencé à l'analyser. Est-ce que l'Union soviétique profite des difficultés de l'exécutive américaine paralysée par sa guerre avec le Congrès et par l'émotion qu'a ressenti l'opinion de ce pays après la guerre du Vietnam ? Sans doute. Est-ce que celui-ci dans un monde promis à nouveau à de hautes tensions cherche à trouver ici et là en Afrique ou près de ses frontières des positions stratégiques à occuper ? Certainement. Est-ce que l'Union soviétique pense que la crise économique et sociale en Occident est telle qu'il lui faut s'assurer des gages, y compris dans les partis Communistes de ces pays ? A l'évidence. Mais n'oubliez pas aussi, que l'Union soviétique est intervenue en Afghanistan car sinon le choix auquel elle était acculée était d'accepter que le régime d'Amin après le régime de Taraki s'effondre devant son incapacité à contrôler le pays, et c'est donc face à cette menace d'un échec politique à ses frontières ; pour peut-être d'ailleurs à terme s'en préparer un autre compte tenu de ce que l'on sait des traditions du peuple afghan et de sa résistance effective, face aussi à la contagion possible des explosions iraniennes, pour ces

Républiques musulmanes que l'Union soviétique a agi. N'y voyez pas seulement nécessairement l'hypothèse d'une froide détermination, d'une supériorité acquise, d'une méthode mise au point dans l'ordre international, mais peut-être le poids de la nécessité présente des mesures que l'on fait pour éviter un problème et qui débouche sur des problèmes plus graves.
2ème question : l'action soviétique et l'acte Georges Marchais doivent-ils d'abord poser des problèmes au Parti Socialiste ? A mon avis non.
Nous ne découvrons pas la nature de l'U.R.S.S. que dit le projet, notamment sur l'expansionnisme soviétique, la façon sans complaisance dont il analyse la nature des pays de l'Est, leur caractère bureaucratique, montre à l'évidence que nous nous sommes préparés à comprendre ce qui passe, y compris en Afghanistan et c'est d'ailleurs pour cela que, comme c'était dit hier, nous avons reçu du Comité Central du Parti Communiste d'Union soviétique une lettre non pas du tout visant à nous faire prendre une position hostile à l'installation des Pershing et des groupes missiles en France, ce n'était pas l'objet, mais à essayer d'une certaine façon de nous intimider pour que nous cessions notre analyse critique, notre analyse Socialiste, notre analyse conforme à la coexistence pacifique des régimes internes de ces pays.
Quant au communiqué de 1975 qu'a cité Jean-Pierre Cot hier, auquel il faisait reproche d'avoir utilisé l'expression du progrès du Socialisme en Union soviétique entre le P.S. et le P.C.U.S., disons que ce communiqué avait été préparé par les soins de Robert Pontillon, même si nous l'avons tous accepté et qu'à défaut que ce soient produit des progrès Socialistes, il y a peut être eu des progrès des Socialistes. (Applaudissements)
Nous ne découvrons pas la nature négative de l'orientation actuelle de la direction du Parti Communiste. Celui qui vous parle maintenant a, avec d'autres camarades, analysé depuis 1971, dans des rapports dits des rapports P.S.-P.C. l'évolution du Parti Communiste, le tournant qu'elle amorçai et les raisons, notamment les raisons internationales ou les hypothèses internationales, que l'on pouvait formuler, à propos de ce tournant.
Ce cours négatif devient-il maintenant plus éclatant ? C'est d'abord pour le Parti Communiste, pour la direction du Parti Communiste que se posent les problèmes les plus aiguës qu'émergent les contradictions les plus difficiles.
Quand le Mouvement de la paix condamne l'intervention soviétique en Afghanistan, quant au Bureau confédéral de la C.G.T. c'est une égalité qui se manifeste sur la question de la réprobation ou non de l'intervention, lorsque partout des sections, des cellules, des fédérations du P.C. fleurissent, je vous dis que c'est à l'intérieur du Parti Communiste que surgissent les contradictions et les difficultés et non à l'intérieur du Parti Socialiste. D'autant que Georges Marchais s'est livré à une justification impossible de l'intervention soviétique car il était pris devant le choix suivant : Quel était le gouvernement qui avait appelé les Soviétiques en Afghanistan ? Ou c'était le gouvernement Amin et donc les Soviétiques étaient venus à sa demande pour le faire fusiller ou c'était le gouvernement Karmal et donc les Soviétiques étaient venus à la demande d'un chef de gouvernement qu'ils amenaient dans leur fourgon.

(Applaudissements)
J'écoutais Georges Marchais quand il parlait de la Tchécoslovaquie et je comprenais bien toute la signification politique qu'il voulait donner au maintien qu'il affirmait de la condamnation du régime tchèque ou plus exactement de la condamnation de l'intervention des forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, mais quelque chose me gênait, quelque chose me paraissait peu convaincant dans son intervention. Je me disais tout d'un coup, mais est-ce à la lumière de 1968 qu'on doit porter jugement y compris sur la Tchécoslovaquie ou à la lumière de 1979 ou 1980 ? (Applaudissements) J'ai trouvé la réponse en recherchant quels étaient les invités au dernier Congrès au Parti Communiste et j'ai trouvé parmi ces invités le Parti Communiste tchécoslovaque ; Voici la réponse. (Applaudissements)
3ème question : Est-ce que l'évolution de l'Union soviétique doit nous inquiéter et doit seulement nous inquiéter ? Pierre Mauroy a dit à cette occasion qu'il y avait de profondes modifications internationales qui avaient des répercussions sur notre action et auxquelles nous devions nous adapter. Je lui dis aussi qu'il faut, par rapport à cela, faire preuve de sang-froid et faire preuve d'ampleur de vue dans l'analyse des situations internationales.
Evidemment, si l'Union soviétique renonce à la politique de paix de l'ère Brejnev, il s'agit bien là d'un changement décisif, mais il ne faut pas exagérer la puissance de l'U.R.S.S, il ne faut pas exagérer la capacité d'adaptation de cette société rigide, bureaucratique, il ne faut pas exagérer la capacité économique de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est, pays dépendant de la technologie occidentale, pays dépendant des crédits commerciaux et crédits fournisseurs occidentaux, pays dépendant de l'aide alimentaire américaine. Il ne faut pas exagérer non plus la fragilité des sociétés occidentales, sociétés capitalistes, certes, mais sociétés démocratiques, sociétés où les classes ouvrières représentent des positions importantes, sociétés où la plasticité de l'économie et de la société par rapport à la crise et aux affrontements éventuels donne une beaucoup plus grande souplesse, une beaucoup plus grande capacité d'adaptation.
Et puis surtout, n'y a-t-il pas dans le monde actuel d'autres motifs d'inquiétude que l'intervention soviétique en Afghanistan ? Que disons-nous de l'incapacité des pays développés à répondre au défi de l'humanité ? Qu'offrirons-nous aux 850 millions de personnes supplémentaires qui seront sur cette planète en 1990 ? Permettrons-nous que la démocratie progresse dans les pays du tiers-monde ? Permettrons-nous que des marchés développés se créent dans les pays du tiers-monde, retrouvant là les 2 piliers qui furent les développements du décollage économique et de la révolution industrielle au 19ème siècle dans nos pays ? Qu'offrons-nous comme solution à la fragilité des régimes du Proche-Orient, cette zone stratégique, cette poudrière, ce centre pétrolier du monde ? Car, rappelez-vous, camarades, que ce qui s'est passé en Iran est un peu aussi le produit de l'attitude des puissances occidentales à l'égard de l'Iran, de l'attitude de soutien systématique à la dictature féroce du Chah. (Applaudissements) Ne faut-il pas s'inquiéter de la crise du capitalisme ? Nous sommes face à un système monétaire délabré qui, du coup, provoque des flambées sur l'or, des

poussés spéculatives, développe les traits de parasitisme à l'intérieur de l'économie internationale. Nous sommes face au développement du chômage massif dans les pays capitalistes développés, nous sommes dans une situation sociale et morale où les pays développés sont en train, s'ils n'y prennent garde, de se couper de leur propre jeunesse, nous sommes dans un monde international où entre pays développés renaissent les conflits économiques, les tentations protectionnistes et les risques d'affrontement sur d'autres terrains.
N'avons-nous pas non plus à intégrer, cher Pierre Mauroy, à notre raisonnement, à notre analyse de la situation internationale ces inquiétudes-là, ces menaces-là ? Nous sommes en France, nous sommes au cœur de l'Europe pour répondre à ces défis, notamment à travers le projet Socialiste.
4ème question : l'évolution accentuée du Parti Communiste français doit-elle nous conduire à revoir nos positions de fond ? Car à supposer même, que notre stratégie d'union de la Gauche soit remise en cause, à supposer même qu'elle n'ait plus de crédibilité, est-ce une raison pour que nous, Parti Socialiste, sur notre propre plan nous révisions notre programme, nous infléchissions notre projet, nous édulcorions nos propositions aux Français sous prétexte que Georges Marchais approuve l'intervention soviétique en Afghanistan ? Devons-nous approuver la croissance 0 ? Devons-nous renoncer aux nationalisations ? Devons-nous nier la dépendance extérieure ? Devons-nous rejeter les réformes de structure économique et sociale ? Il y a des liens de cause à effet qui sont parfois établis qui me donnent un peu un frisson dans le dos...(Applaudissements)...car d'être privé du pouvoir, Pierre Mauroy, c'est vrai, c'est bien dommage, mais aller au pouvoir, pour quoi faire ? (Applaudissements)
5ème et dernière question : les événements récents dans le monde Communiste remettent-ils en cause définitivement l'union de la Gauche ? Faut-il, chers camarades, amorcer un tournant ?
Si tout le monde dit que l'évolution du Parti Communiste doit d'abord servir à provoquer une évolution du Parti Socialiste, c'est bien à l'évidence que dans la société politique française telle qu'elle est, c'est la seule question qui vaille, c'est la seule question qui sous-tende toutes les prises de position des protagonistes politiques de cette situation.
Comment trouver en France un nouvel équilibre face à une situation de crise économique et sociale sans précédent depuis les années 1930 face à un grippage des institutions, face à une situation telle que Michel Debré lui-même en redécouvre les vertus du Parlementarisme ?
Chacun est conscient de l'état de tension dans lequel vit la société française, tension qui existe entre la Gauche et la Droite, tension qui existe dans la Gauche et dans la Droite, et le problème qui se pose de façon extrêmement cruciale, de façon extrêmement aiguë, est de savoir, par rapport à cet état de tension, par rapport à cet état de pression, qui cédera le premier.
Cèdera-t-il, ce RPR et ses troupes, et son électorat, et son appareil, habitué au confort du pouvoir, à l'attraction puissante de la présidence et de l'UDF ? Cédera t'il, ce RM, au contraire, face à la menace de disparition de ce qu'il est,

face à la menace qui pèse sur son essence de vie, à la tentation de parer des coups véritables, sur le plan politique, à l'UDF, c'est-à-dire à ouvrir une crise du régime et, en tout cas, de la majorité, en France !
Cèdera-t-il, le Parti Communiste, face à l'immense manifestation de l'aspiration au changement, qui vient des profondeurs de notre peuple et qu'atteste la signature, par exemple, d'un certain nombre d'appels qui ne bénéficiant pas pourtant, pour leur lancement, de moyens matériels ou cèdera-t-il aussi, à gauche, le Parti Socialiste, à ceux qui l'appellent ?
Est-ce que nous devons maintenir notre position ? Est-ce que nous devons renoncer à l'unité ? Est-ce que nous devons préparer des alliances à droite ? Ou bien, est-ce que nous devons maintenir nos positions actuelles ?
Pierre Mauroy a posé une question sérieuse : serons-nous privés longtemps du pouvoir ?
Michel Rocard a répondu d'une certaine façon, peut-être désolant un peu Pierre Mauroy : ce sera long, camarades, la rupture, ce sera long, camarades, la route du rassemblement des forces sociales. Eh bien, soyons patients, soyons calmes et, en tout cas, ne nous précipitons pas d'opérer, nous, à qui personne ne le demande, la rupture de l'union de la Gauche et c'est là qu'il me faut dire quelques mots, pour finir, de ce que disait aussi Pierre Mauroy, qu'il faut savoir être autonome.
C'était le Congrès de Metz, Pierre Mauroy, et non pas dans la Conférence d'Anglet, c'est là que François Mitterrand, et ceux qui ont signé avec lui ce texte, ont insisté sur la nécessité de développer, dans les années qui viennent, dans le nouveau contexte politique de l'union de la Gauche, la personnalité, l'identité du Parti Socialiste.
Mais, justement, Pierre, l'autonomie dont tu parles et à laquelle je suis aussi profondément attaché que toi, est-ce d'osciller à chaque mouvement du Parti Communiste ? (Applaudissements).
Est-ce justement d'aller où la direction du Parti Communiste veut nous conduire à l'évidence ? Est-ce de nourrir nous-mêmes, par des déclarations du type de celle que faisait Daniel Percheron, par exemple, dans une Convention ordinaire, la politique de division que Georges Marchais programme jusqu'à la télévision et jusqu'à Moscou ? Est-ce qu'il ne faut pas plutôt être fort, patients, attentifs aussi aux opportunités ? Est-ce que nous ne devons pas être plutôt le môle sur lequel viendront s'accentuer et s'accroître les contradictions qui surgissent partout au Parti Communiste ? Ou c'est nous qui bougeons ou ce sera eux. Ou c'est nous qui perdons patience ou ce sera eux. J'ai assez confiance dans les nouveaux cadres, dans les responsables de ce Parti, pour savoir que nous aussi nous saurons être patients.
(Applaudissements)
Car dans la crise, en outre, sociale et politique, qui se développe en France, en outre, ces opportunités viendront plus vite qu'on ne le croit, car elles sont déjà en filigrane sous nos yeux.
Je dirai simplement, pour finir, revenant à ce problème de l'amendement, dont nous discuterons tout à l'heure, que justement si nous avons des difficultés sur

Fondation Jean Jaurès

l'amendement, eh bien, c'est que le débat n'a pas abouti à cela. Nous, nous aurions souhaité que sur les problèmes des pays de l'Est, que sur les problèmes de l'Etat et de la décentralisation, que sur les problèmes du féminisme, que sur les problèmes de la croissance, que sur les problèmes de l'Europe, où il y avait parait-il deux positions différentes, et à l'occasion d'un vaste, vigoureux et fraternel débat d'idées, nous puissions disposer de textes pour nous expliquer enfin clairement. Il n'a pas dépendu de nous que nous débouchions sur ce petit amendement idéologique, sur cette montagne, comme disait Véronique Neiertz, qui accouchait d'une souris... (Applaudissements)... encore ne faut-il pas faire en sorte que ce soit la souris qui rugissait… (Applaudissements)
A l'heure actuelle, je dois dire, et je ne veux pas anticiper sur ce qui sera dit dans le rapport de la Commission des résolutions, mais à l'heure actuelle, au bout de ce long débat, je ne sais toujours pas quelle est la position de nos camarades du courant C sur l'amendement qu'ils ont proposé eux-mêmes. (Applaudissements)
Eh bien, si nous avons encore quelques difficultés qu'on surmontera ou qu'on ne surmontera pas, c'est peut être que justement, et plusieurs discours d'aujourd'hui l'ont montré, derrière la taupinière de l'amendement, il y a, au fond, à l'horizon, cette montagne un peu trop embrumé encore, Pierre Mauroy, de l'autonomie, vue par toi. (Applaudissements)

La présidente - La parole est à François Mitterrand.
(Bans d'applaudissements)

François Mitterrand

Chers camarades, le Socialisme est-il souhaitable ? Le Socialisme est-il possible ? Le Socialisme est-il actuel ?
C'est à ces questions que répond le projet Socialiste.
Souhaitable ? Votre engagement le démontre. Si vous êtes ici, représentant des militants de toute la France, c'est parce qu'à la suite d'autres générations vous avez expliqué le monde tel qu'il est, de la façon qui vous a réduit à penser que l'homme reste maître de son destin, qu'il doit faire jouer les ressorts et les ressources de sa raison, qu'il peut agir sur l'événement par sa volonté, bref, qu'il est créateur, inventeur, tout autant de sa propre société que des secrets de la science et des merveilles de la technique.
Nous voulons appliquer au domaine de la politique, en passant par l'économie, nous voulons construire un monde que nous jugeons souhaitable, que nous croyons possible.
Possible... après tout, on pourrait en douter, dans ce qu'on va répétant : le Socialisme n'existe nulle part. Ce n'est pas très juste ou plutôt cela part d'une dialectique dont j'ai eu l'occasion de débattre en plusieurs circonstances, notamment lorsque a paru, il y a quelques années, un petit livre de réflexions sur Gaston Defferre, qu'il m'avait demandé de présenter, et je me souviens d'avoir dit, je n'étais pas le premier ; le Socialisme, c'est une démarche, on avance - si on avance - à chaque pas.

Fondation Jean-Jaurès

On ne peut pas dire : le Socialisme est pour dans 5 ans, dans 10 ans ou dans 20 ans. Dans 5 ans, 10 ans ou 15 ans, 20 ans, le Socialisme se trouvera confronté aux problèmes éternels que suppose la nature humaine : l'ambition, la compétition, le désir du profit, la volonté de pouvoir. Et en toutes circonstances, chaque Socialiste, à travers les temps, aura toujours devant lui la construction de la société, qu'il voudra idéale.
Mais c'est une démarche, une démarche qui, en certaines circonstances, rares, mais grandioses, supposent, nécessite des ruptures.
Le Socialisme est-il actuel ? On pourrait en effet le juger souhaitable ; c'est le cas de tous les adhérents, et de la plupart de nos électeurs.
Le Socialisme est-il possible ? C'est la conviction des militants. Déjà, électeurs ou opinion publique s'interrogent ou pourraient en douter, soumis qu'ils sont à la propagande adverse, et parfois face aux débats et aux doutes propres aux Socialistes eux-mêmes.
Le projet Socialiste tend précisément à démontrer, à travers son argument, que le Socialisme est non seulement possible mais aussi qu'il est nécessaire, qu'il trouve précisément sa capacité d'existence dans sa nécessité.
Mais on pourrait dire encore : le Socialisme, s'il est souhaitable, et même s'il est possible, est-il actuel ?
Il semble que ce soit le point, en vérité, qui sépare et qui divise le plus l'ensemble des militants ou qui caractérise la tonalité des courants.
Actuel, oui, "
(Page illisible)
Souhaitable, possible, actuels ! Que dit notre projet? Je ne vais pas le résumer, ce serait déjà bien long, car il faudrait entrer dans les explications, et je ne pourrais me contenter d'un exposé trop schématique.
Je dirai seulement que si l'on croit que le Socialisme est la forme supérieure de la démocratie et non pas la forme achevée de la bureaucratie; si on croit que le Socialisme doit engranger l'ensemble des révolutions libérales qui ont précédé les révolutions Socialistes, c'est-à-dire l'ensemble des démarches politiques, intellectuelles, spirituelles; qui vont dans le sens d'une plus grande liberté, d'un espace nouveau de liberté, alors, tout aussitôt, on voit bien de quelle façon les esprits logiques ont fait trois parties, à l'intérieur de ces parties, les chapitres, à l'intérieur de ces chapitres, toute une série de développements ; cela est du domaine d'un parti organisé et sérieux.
Mais, si l'on croit que le Socialisme est la force supérieure de la démocratie, alors il faut d'abord constater - ce que fait le projet - que nous nous considérons comme les héritiers je dirai même, bien que ce ne soit pas un principe, ou alors nous tomberions nous-mêmes dans un sectarisme inacceptable mais je pense qu'en fait nous sommes les seuls héritiers de ceux qui ont bâti la démocratie politique, et pourtant ils n'étaient pas Socialistes ceux-là, le Socialisme n'existait pas, la démocratie politique qui reconnaît tout simplement dans chaque individu une fraction inaliénable de la marche du monde, chaque individu c'est l'homme, il doit être libre, capable d'apprendre, capable de décider, capable de s'exprimer. Il ne doit pas être soumis au pouvoir, à la limite,

bien entendu, de la liberté dans la mesure où vivant ensemble il faut, que notre liberté n'empiète pas sur celle d'autrui.
Or, tout cela, ce sont des définitions bien habituelles, que vous connaissez comme moi, encore faut-il savoir que le Socialisme commence par-là, ce qui veut dire - et chacun ici me comprendra - que tout Socialisme qui, à la base, nie la démocratie politique, n'est pas le Socialisme.
Aujourd'hui, en 1980, il faut savoir que la démocratie politique est menacée partout, partout où elle existe, qu'elle existe dans peu de pays au monde, qu'elle existe encore chez nous, mais qu'elle est en recul chez nous comme ailleurs, non pas dans la même proportion, non pas de la même façon aussi inquiétante, et il faut savoir que sur le plan de la démocratie politique nous devons parvenir, nous, Socialistes, et c'est un des objets fixés par le texte qui vous est soumis, à lutter pour préserver et accroître les chances dans trois domaines qui font partie du triptyque que je propose : éducation, information, décentralisation, l'éducation, l'instruction - la capacité du savoir donné et reçu par tous - l'information - un savoir qui ne serait pas détourné de sa signification par l'intrusion du pouvoir central et des théories de la société dominante - la décentralisation, c'est-à-dire que les structures de l'Etat ne viendraient pas à leur tour, priver des bienfaits du savoir ceux qui l'auront reçu... bref cela s'appelle l'autogestion en un seul mot..
Voilà les trois directions principales que nous devons aujourd'hui retenir.
Mais le Socialisme, bien entendu, c'est aussi davantage ; beaucoup plus que la simple démocratie politique institutionnelle de droit public, instaurée par la révolution de 1789 en Occident… du moins dans l'Occident de l'Europe, pour être plus juste historiquement, le Socialisme, c'est la conquête des droits et des libertés collectives.
Tout cela, j'ai voulu l'exprimer avec la contribution fort utile de la Commission désignée pour cela, dans la présentation du projet Socialiste.
Les droits et les libertés collectives, ce n'est pas une abstraction. Ces droits et ces libertés collectives, ils ont été conquis contre les gestionnaires de la démocratie politique de plus en plus formalisée au détour du 19ème siècle et de moins en moins réelle par la confiscation du pouvoir économique au bénéfice de ceux qui détenaient le pouvoir politique, étant bien entendu ensuite que le pouvoir politique a été préservé par le fait qu'il détenait le pouvoir économique.
Droits et liberté collective qui n'ont jamais été acquis par la lutte. Que de fois vous ai-je répété dans nos assemblées au niveau national ou dans les meetings ou réunions que nous tenons dans les départements, que rien n'a été donné et rien ne le sera davantage demain. Tout sera conquis par vous, par la force des idées, par la capacité militante, et quand il y a violence, chers camarades, c'est parce que les grandes organisations politiques responsables, syndicales, n'ont pas été en mesure de mener les luttes sur les terrains qu'elles ont choisis et finalement d'emporter la victoire.
Ces droits et ces libertés collectifs, le projet l'explique bien, ils ne peuvent être conquis que par un certain nombre de méthodes et de cheminements. Il n'y aura pas de droits et de libertés collectives par la seule approche morale ou

sentimentale, il y aura conquête des droits et des libertés collectives, il y a eu dans le passé, l'histoire nous l'enseigne, l'histoire du mouvement ouvrier qui inspire chacune de nos démarches... il y a victoire lorsque l'on sait observer la démarche précise, sans doute développée de façon concurrente, parfois contraire, par les théoriciens, mais qui marque bien que sans transformation des rapports de production et donc des structures de l'économie, sans élargissement du domaine où la collectivité nationale est en mesure de s'exprimer, c'est-à-dire sans l'élargissement du secteur public, sans la mise en commun de la réflexion et de la décision, c'est-à-dire le plan ou la planification, rien ne serait possible, ou bien ce qui serait acquis à la faveur d'une victoire politique ne serait pas durable.

Etant bien entendu que cela ne suffirait pas encore, car quand nous aurions obtenu l'ensemble de ces conquêtes, il resterait à acquérir le sens de la responsabilité et aussi l'immense épanouissement du temps de vivre, après tout c'est la vie, ce qui est plus important, nous sommes les forces de la vie contre les forces de la mort, nous sommes les forces de la vie contre la mort physique, mais aussi contre la mort qui veut que les hommes et des femmes vivants soient déjà atteints, altérés et détruits dans leur faculté d'existence. Voilà pourquoi quand j'entends, toujours avec intérêt, un certain nombre de thèses développées par des camarades dont j'aime et admire le talent, je pense qu'il serait trop simple de réduire notre débat ou le débat du Socialisme entre ces deux termes : d'une part, il font l'initiative, bien entendu chacun est riche de ce qu'il possède, non seulement il faut la compétition, parce que j'entendais tout à l'heure toute une digression extrêmement intéressante sur la différence entre l'acte de produire et l'acte d'administrer, mais il n'y a pas d'un côté l'initiative et la compétition et de l'autre la bureaucratie, l'étatisme ou le Communisme, il y a quelque chose d'autre que; j'ai la faiblesse d'appeler le Socialisme, car d'un côté l'initiative et la compétition nécessaires, si elles étaient organisées à l'intérieur d'une démarche collective pour à la fois défendre les faibles, promouvoir les petits, contraindre les forts, faire le tour des conditions de vie présentes, préparer les routes de l'avenir, bref, s'il n'y avait pas empêchement pour qu'initiative et compétition ne tournent à la jungle au bénéfice du plus fort, et le plus fort, c'est le capitalisme national et multinational, alors ce serait comme une absence de Socialisme, tandis que, bien entendu, si l'autre terme n'est que celui de la bureaucratie, nous reculerions, effrayés par ce monstre développé au sein des sociétés Communistes et qui, en fait, a substitué un pouvoir à un autre sans d'avantage libérer l'homme ou du moins en le laissant esclave là où il pourrait gagner sa liberté.

Je pense qu'il faut donc à la fois que le Socialisme c'est ce que fait le projet, considère comme sien l'héritage de la démocratie politique, le développe, le parachève, l'adapte aux circonstances présentes, refuse ses hypocrisies, celles que l'on trouve dans la culture de la société bourgeoise, développe partout une série de formes qui dépendent de la bonne façon d'administrer et pas de la bonne façon de produire, qui tienne au développement de la santé, de l'instruction, à la conquête des droits de la femme, à la conquête des droits de l'enfant, et peut-être

aussi à une certaine conception qui fera finalement admettre, comme nous l'avons dit lors du Congrès de Metz, que l'on devait se défier des thèmes développés par la société dominante qui tend à faire confondre des rigueurs économiques, qui coïncident exactement avec les intérêts des plus puissants, et une rigueur sociale, qui serait la nôtre, selon laquelle bien entendu nous tiendrions compte comme il convient et comme il a été dit excellemment ici, de connaître les limites, les données fondamentales, dont il faut connaître aussi le devenir, d'où le débat sur la croissance.

Je crois que nous avons entendu ici des thèses différentes, non pas contradictoires dans le terme philosophique, mais contraires, pouvant donc participer à une synthèse, mais je suis de ceux qui pensent que si la croissance de ces vingt cinq dernières années a - comment pourrait-on soutenir le contraire - connu et connaît et connaîtra encore, une crise grave, et donc un ralentissement connaîtra encore parce que le monde est dirigé par des hommes et par des groupes qui refusent le Socialisme, je pense que les données naturelles que les données matérielles ne nous condamnent pas à une croissance faible, je crois que ce sont les systèmes politiques, car je suis de ceux qui non plus ne croient pas que la crise du pétrole ou son éventuelle pénurie soit l'explication la plus réelle de la crise. Je pense que c'est un élément un épi-phénomène qui s'ajoute aux difficultés que connaissent les Sociétés d'aujourd'hui, mais même sur le plan du pétrole, je crois qu'il existe des réserves, dans le monde, considérables, que si l'on doit puiser le temps qui vient, dix ans, vingt ans, trente ans, un demi-siècle, je ne sais, pour aller au plus vite, - car le pétrole et la destruction des matières organiques sont également polluantes - si l'on doit aller vers des formes de création d'énergie, et là dessus chacun d'entre nous donne son accord aux perspectives qui ont été par plusieurs d'entre nous définies, il n'empêche que pendant le long tempe qui viendra où il ne sera pas possible de passer directement des sources classiques d'énergie aux formes nouvelles, je pense que nous n'avons pas à considérer que le pétrole soit véritablement le cause de tous nos maux.

Il faut penser que même pour certains producteurs, c'est-à-dire pour certains pays qui étaient hier du tiers monde, leur peuple le sont en général, le pétrole, si l'on veut considérer le tour de la terre, a été une source de profit utile et de progrès pour ceux qui jusqu'alors étaient écrasés par un système capitaliste qui considéraient que la matière première ne comptait pas ou peu dans les échangée.

Mais tout cela a été dit, sera dit autrement. Nous avons des textes écrits, nous aurons l'occasion d'en discuter et, finalement, j'ai le sentiment que le Parti, dans son ensemble, indépendamment des explications qui peuvent différer, votera pour les objectifs.

Il est une autre démarche dans le projet, dont la dimension ne doit pas être ignorée, c'est la dimension tout simplement de la France, la dimension de notre pays, sans être nationaliste, je ne le suis pas, je dirai même, que j'ai toujours eu horreur du nationalisme, j'ai pu précisément, parce que je suis de cette génération, vivre une période où vivaient à la fois sur le sol de l'Europe et dirigeaient leur société, Hitler, Staline, Franco, Salazar, Mussolini et quelques

autres, et le nationalisme et toutes les thèses irrationnelles qui suscitent et qui vivent de la passion, tout cela, il faut le rejeter. D'ailleurs, comment la France pourrait-elle être nationaliste, dès lors que l'évolution du temps la place dans une situation qui lui permet tout juste d'espérer perpétuer à travers le temps sa forme de culture, élargir son audience internationale sans prétendre bien entendu à dominer quoi que ce soit. Encore faudrait-il qu'elle se domine elle-même.
J'éprouve, comme chacun d'entre vous sans doute, refusant le nationalisme, et sur le plan économique et la conséquence du nationalisme : le protectionnisme, le sentiment, je pense qu'il y a 53 millions d'êtres humains, d'individus qui vivent la même histoire, et sur la même terre ; ils sont la France et ce sont les Français. C'est nous.
Nous avons entre nous beaucoup de querelles, beaucoup de disputes, des différends séculaires ; il y a les classes sociales, leurs luttes qui dominent à l'intérieur même de la communauté nationale, et, cependant, il y a cette part irrépressible, cette part inaltérable qui fait que qui que nous soyons, de quelque milieu social, de quelle origine, nous sommes les Français et nous ressentons profondément le besoin de se défendre ensemble, d'assurer la permanence de ce pays, la France. Nous sentons une solidarité. Est-ce que c'est la culture ? La langue ? Le langage ? Les usages ? Est-ce à travers le temps, le village qui se projette aujourd'hui sur des villes d'un million à 5 millions, plus tard à 10 millions d'habitants ? Et qu'est-ce que cette pérennité qui fait qu'un pays dispose, pardonnez ce terme s'il choque certains d'entre vous, une âme ? En ce sens, je ne pousserai pas le cri de Barrès ; il y a cependant des collines inspirées, et c'est en tout cas ce que je ressens lorsque je parcours nos chemins, et j'ai le sentiment - c'est peut-être une vue un peu sentimentale, je dirais même mystique - que la France est un lieu inspiré pour signifier un certain message à travers la vie du monde et, en tout cas, si l'on me disait qu'il n'était pas inspiré, je répondrais que moi, il m'inspire !
(Applaudissements)
Et dans ce cas là, j'ai envie que le Parti Socialiste responsable des affaires de la France, soit capable mieux qu'un autre, d'en assurer les intérêts, dont le premier est d'exister.
Je ne peux pas ignorer, nous n'ignorons pas, et le projet le dit, que la France est menacée. Elle est menacée dans sa substance, dans sa réalité, dans sa survivance. Voilà pourquoi le projet a raison de ne pas accepter comme une donnée déterminante, la définition d'un pays peu peuplé, d'un pays sans pétrole, d'un pays déjà cassé, classé dans la Division internationale du Travail et de la production.
Je n'accepte pas la reconnaissance des nouveaux seigneurs de la société moderne que sont les multinationales. Je n'ai pas envie de voir notre pays se fondre dans une culture au sein de laquelle, y compris nos propres différences à l'intérieur de notre propre pays, tout serait confondu. Je continue de croire, avec vous, que tout ce qui est singulier au sein d'une société organisée par la collectivité, que tout ce qui est singulier doit inspirer et dominer nos pluriels.
Voila pourquoi il ne semble que le projet, par une certaine faculté d'affirmation,

on dira presque de résistance, de sollicitation et de tentation, répond bien à nos objectifs.
Cela m'amènera, sur un dernier point, de la première partie de mon exposé, à examiner rapidement la politique extérieure, le monde tel qu'il est, vu par le projet Socialiste.
Je rappellerai à ceux qui l'oublieraient, et trop d'entre nous l'oubliions, permettez-moi de vous le dire, que l'objectif essentiel du Socialisme à travers le temps, c'est l'organisation de la société internationale, et ce n'est pas le rappel que je viens de faire - le nécessaire amour de la patrie, je n'ai pas crainte des mots - ce n'est pas ce rappel indispensable qui me conduira à oublier que le Socialisme, c'est une philosophie, une explication qui vaut pour tous les travailleurs de la terre, afin de bâtir une société universelle.
Donc, une politique extérieure doit d'abord se poser en termes précis de caractère international, qui sont ainsi désignés par la tradition, mais cette tradition n'est pas fâcheuse, par l'arbitrage, le désarmement et la sécurité collective.
L'arbitrage, chers camarades ? Ce qui se passe aujourd'hui ne vous conduit-il pas à conclure avec moi qu'il faut déjà imaginer les bases d'une nouvelle société internationale ? Comme naguère, l'organisation des Nations Unies - ou plutôt la Société des Nations - issue de la dernière guerre mondiale n'est plus en mesure de répondre aux affrontements et aux besoins de l'humanité du cercle qui va commencer. Il faut bien que vous en soyez convaincus. L'organisation des Nations-Unies, soumise finalement au veto des plus forts, confuse dans une définition purement numérique lorsqu'il s'agit de décisions politiques dont on sait qu'elles n'auront pas d'importance, qui possède un pouvoir de justice et pas du tout le pouvoir de la force, tant que la société internationale ne disposera pas des moyens de la force au service de la justice, ne pourra pas faire d'arbitrage dans le monde.
Même si vous jugez utopique cette définition, il me semble que nous devrions nous y attacher quand même, car c'est à travers le temps, peut-être à travers les siècles que l'on parviendra à cette société universelle. Honneur sera fait à ceux qui l'auront voulue dès le premier jour.
Arbitrage, désarmement, comment peut-on parler de paix alors que les armes se multiplient, à la fois dans leur quantité et dans ce que j'ose appeler leur qualité, alors que se développe la contagion nucléaire dont je m'acharne à répéter qu'en 1990, 51 pays, d'après les chiffres énoncés à Stockholm, devraient détenir la bombe atomique, moyen de détruire la terre ?
Cependant, comment raisonner - le projet Socialiste tente d'y répondre - au nom de quoi un pays détenteur, nous la France, interdirait-il à un autre la capacité que nous nous reconnaissons à nous-mêmes ? Et cependant, s'il n'y a pas d'organisation internationale capable de maîtriser la prolifération, vous savez bien que la guerre est au bout.
Voilà pourquoi nous restons attachés à ce que même les négociations qui se passent sans nous aboutissent. Nous savons bien qu'il n'y a jamais eu de désarmement entre les superpuissances, qu'il n'y a eu que de brèves et timides

limitations au surarmement. Mais enfin, nous avons approuvé SALT 1, 2, et je n'engage que moi, bien qu'il y ait déjà quelques décisions collectives dans ce sens, je suis partisan d'aller à SALT 3, c'est à dire que je suis partisan de voir la France aller dans tous les lieux où l'on discute du désarmement, quitte, bien entendu à ce qu'elle dise ce qu'elle a à dire, et même à dire que, pour ce qui la concerne, par rapport à la Russie soviétique et aux Etats-Unis d'Amérique, elle ne dispose pas de la capacité ou de la marche qui lui permettrait d'altérer aussi peu que ce fut son armement propre. Mais, il faut pouvoir le dire, étant entendu, et sur le plan du nombre et de la qualité des armes, que si notre marge est trop étroite, la marge, par contre, est immense d'un contrôle simultané, organisé et collectif. N'ayons pas peur de l'avenir si nous sommes surs de notre conviction.
Quant à la sécurité collective, après Helsinki et Belgrade bientôt Madrid, on peut penser que les événements du jour, dont je vais vous parler, ont à l'avance, hypothéqué la négociation de Madrid. Pourtant, il ne faut pas oublier que c'est un gouvernement soviétique dirigé par ceux qui, aujourd'hui, président à l'agression militaire en Afghanistan, qu'Helsinki, avec ses 3 "Corbeilles" - ce sont les termes, non adaptés à mon sens et, à mon sens, pittoresques, adoptés par les diplomates - 3 catégories : militaire, économique et la défense des droits des personnes, que c'est donc le gouvernement soviétique qui, non seulement a consenti mais qui a même désiré que l'on pût débattre de ces problèmes; je ne dis pas, pour éviter une confusion, qu'il ait désiré que l'on discutât longtemps de la 3ème Corbeille, je veux dire les Droits - mais dans la discussion, ils ont bien dû s'y rallier.
Même si, en fait, ils n'en ont guère tenu compte, il n'empêche que lorsqu'on pose un principe moral, ensuite on s'expose à voir les hommes auxquels on a fixé une espérance, vous rappeler sans cesse et jusqu'à l'exigence que ce qui a été promis doit un jour être tenu.
Alors, nous irons à Madrid, et il faut que cette négociation réussisse. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'en votre nom j'ai proposé, il y a quelque temps et rappelé il y a quelques jours à l'Assemblée Nationale, que nous demandions l'institution d'une Conférence Européenne sur la réduction des forces et des tensions - c'est son nom - afin de mettre tout sur la table. C'est peut-être d'ailleurs une occasion positive de sortir du défilé étroit dans lequel aujourd'hui nous nous trouvons, à la suite des événements d'Asie Centrale, de se retrouver autour de la table, de mettre tout sur la table, et de faire comprendre que la sécurité elle vaut pour tous.
Elle vaut pour nous ; elle vaut aussi pour les Soviétiques comme elle vaut pour les Allemands, comme elle vaut pour les Américains. La terre est si petite.
Mais, lorsque j'évoque arbitrage, désarmement, sécurité collective, je continue de développer l'analyse du projet, et je ne saurais oublier que si le plus n'est pas possible, le moins est à notre portée, et que le moins conduit au plus.
Voilà pourquoi je suis, et je crois que la plupart d'entre vous sont de mon avis, franchement, délibérément, et carrément favorable à l'élargissement des communautés politiques pour faire que la France et que les Socialistes, qui entendant bâtir la société universelle, commencent par réussir ce qui est au bout

de la main. Le bout de la main, telle que nous le propose la géographie, c'est l'Europe, l'Europe Occidentale, en attendant que les systèmes politique, économique et philosophique aient été réduit par le temps, par l'usure, en attendant la construction de l'Europe, sans ignorance, sans confusion d'esprit sans naïveté, et quand je dis "ignorance", j'entends que cette Europe elle-même ne dispose pas aujourd'hui de la volonté d'être ce qu'elle pourrait être, en raison de la condition des intérêts et des priorités nationales données à la fois aux alliances et aux comportements ; il n'empêche que les Socialistes doivent voir loin et saisir immédiatement ce qui est à leur portée.

Il faut tenter de faire l'Europe. Quand j'ai dit tout à l'heure sans nuire à nos intérêts, je voulais dire par-là qu'il est évident qu'une Europe fondée sur un seul Marché commun agricole, lui-même de plus en plus bancal, sur un tarif préférentiel et une union douanière, se brisera très vite devant les ambitions et les contradictions.

Alors, il faut porter notre recherche dans cette direction, continuer du côté du tiers-monde, trouver une définition aussi précise que possible, et riche, à ce qu'on appelle "le dialogue Nord-Sud", définir une politique méditerranéenne, une politique de voisinage avec la Méditerranée, et l'Afrique du Nord, et l'Afrique Noire... Bref, sans renoncer à nos alliances, qui sont le minimum de la sécurité, sans briser les chances d'un dialogue et de la paix avec l'Union soviétique, fixer à la France des routes qui restent ouvertes pour assurer à la fois sa puissance, perpétuer son rôle historique, en changer parfois le contenu, nais aussi pour prendre part à la construction de la société internationale.

C'est là que les événements présents, et notamment ceux de l'Iran et de l'Afghanistan, sont venus jeter des lueurs sombres ou bien le tragique éclair de l'incendie.

Passons sur l'Iran, nous en avons déjà beaucoup parlé, mais je réunirai tout à l'heure l'Iran et l'Afghanistan pour juger la manière d'être du pouvoir exécutif en France.

Sur l'Afghanistan, chacun y va de son explication, mais ni l'un ni l'autre ne dispose des dossiers, des éléments, et est donc obligé de compter sur sa réflexion'

Je fais mon hypothèse. Elle est celle-ci.

Sans doute - c'est en tout cas ce que j'ai communiqué aux camarades qui dirigent le Parti avant que les informations plus complètes ne nous parviennent - J'ai tout de suite pensé, cela tombait sous le sens, que l'URSS était intervenue en Afghanistan essentiellement pour protéger son acquis. Car il ne faut pas oublier, qu'on l'approuve ou qu'on le désapprouve, que l'Afghanistan était inscrit déjà, dans ce rapport de puissances qui se partagent le monde, dans la zone d'influence soviétique. L'Iran - Jusqu'à des événements que vous savez - l'Arabie Saoudite, le Pakistan, la zone américaine ; l'Afghanistan, depuis la chute de la monarchie, on disait : ce sont des marxistes ou des Communistes - Daoud, un peu moins, Taraki, en tout cas, Amin, certainement - qui dirigent l'Afghanistan, en liaison étroite, sous le contrôle et la tutelle de l'Union soviétique, et l'on n'estimait pas à l'époque - c'est-à-dire récemment - que

l'équilibre du monde en était pour autant changé.
Pourquoi l'Union soviétique a-t-elle voulu conquérir militairement et de façon massive, jusqu'à aller occuper la frontière pakistanaise, ce qu'elle détenait politiquement ?
Sans doute est-il intervenu - je n'ai pas d'explication à donner là-dessus - au plan de l'Afghanistan lui-même, de sa vie interne, un bouleversement réel ou prévisible, qui a fait que l'Union soviétique a voulu garder son gage peut-être menacé.
Deuxième explication, vous y avez tous songé en regardant les Atlas : Les Etats soviétiques d'Asie Centrale musulmans, de majorité chiite, et donc soumis à la contagion qui, aujourd'hui, s'est emparée du monde musulman, et particulièrement de l'Iran. Alors, n'était-il pas utile, au regard des dirigeants soviétiques, de marquer, en Afghanistan, où il s'agissait de préserver le gage, que l'on n'était pas disposé, par rapport à cette contagion, à la laisser pénétrer davantage dans le camp soviétique ?
La troisième explication - mais je répète, cela n'engage que moi, et je ne voudrais pas qu'elle soit trop imprudente... d'ailleurs, c'est toujours imprudent de raisonner sans disposer de tous les moyens d'information - j'y ai vu, je continue d'y voir, une marque de faiblesse du pouvoir soviétique, et comme ce pouvoir ne nous a pas habitués à connaître des faiblesses, cette faiblesse ne peut s'expliquer que parce que la direction de ce pays serait entrée dans une phase de remplacement, d'héritage, avec la transition d'équipes à d'autres, ce qui ne veut pas dire que les équipes nouvelles auraient des vues très différentes des équipes anciennes, mais lutte d'équipes, lutte d'hommes, existence, soit sur le plan militaire soit sur le plan de la haute technocratie, d'hommes qui ont voulu marquer une autre direction que celle qui généralement, depuis déjà quelques années, portait la marque de Brejnev... Je veux dire par là qu'à mon sens, sauf s'il est une autre explication que je me contenterai d'énoncer, l'aventure soviétique en Afghanistan est, pour moi, la marque d'une faiblesse, et donc la preuve d'une erreur, d'une erreur dans le sens de l'intérêt soviétique, puisque je reste au sein de cette analyse. Or, l'on ne commet d'erreur, lorsqu'on est un gouvernement responsable, que lorsqu'on y est contraint, contraint par des désirs de pouvoir et de puissance, et non point - je ne le crois pas - contraint par une tension internationale provoquée par les puissances de l'Ouest. Je veux dire par-là que je ne crois pas l'explication suffisante des bases au Pakistan qui auraient pu menacer l'Afghanistan : la donnée pakistanaise et la donnée afghane étaient du domaine commun depuis quelques années.
Mon explication serait fausse si m'était démontré, dans les semaines qui viennent, que l'objectif soviétique est de caractère stratégique, mais immédiat, c'est-à-dire si l'Afghanistan n'était que la première étape d'une avancée vers l'Asie, vers le sud de l'Asie, bref si l'Afghanistan précédait le Pakistan. Alors, l'explication serait tout à fait différente et nous entrerions dans une nouvelle phase des relations des super puissances, avec bien entendu la guerre au bout, je n'ai pas dit la guerre atomique entre les deux super Etats, mais des guerres... et certains historiens me diraient aussitôt : savez-vous combien de jours il y eut de

paix, depuis 1945, sur la surface de la terre ? Il n'y en a pas eu 100 ! Je veux dire que les super puissances s'accommodent aisément de guerres qui leur permettent d'essayer leurs armes, de fixer les abcès, d'essayer de modifier les rapports de forces, étant entendu que je pense personnellement - et vous penserez sans doute comme moi - que c'était peut-être les intentions de ceux qui participaient à la Guerre d'Espagne - Mussolini et Hitler d'un côté, Staline de l'autre... On s'est essayé, on s'est affronté par combattants interposés, et cela s'est terminé comme vous savez !

Mais enfin, je veux qu'il soit dit, dans ma responsabilité devant vous, que je considère cette agression militaire comme une faute, je ne dis pas comme un accident, car il est dans la nature des puissants qui obéissent à des idéologies qui prétendent à l'empire du monde, d'agir de cette sorte, mais peut-être comme un accident dans le cadre d'une stratégie sur les cinq années qui viennent.

Si c'est cela, alors on apercevra d'ici peu les chances d'un équilibre nouveau, la négociation, le dialogue, la reprise de Salt 2, la reprise de Madrid, et le monde étonné se rendra compte seulement que sa sécurité et sa durée sont à la merci d'humeurs chez les plus forts. Mais nous le savions bien déjà.

Si l'Union soviétique commet la folie de vouloir entreprendre, au gré de je ne sais quelle contrainte, de nouvelles conquêtes, si elle ne considère pas comme suffisant - même si c'est déjà trop - qu'elle a pu fermer les issues de la Mer Rouge, tenir avec le Yémen du Sud et l'Ethiopie, l'une des portes de l'Océan Indien pour pouvoir atteindre cette zone étroite qui borde ce qu'on appelle les mers chaudes, et pour pouvoir atteindre l'autre porte, aux franges de l'Inde, si cette folie - à laquelle je ne crois pas - s'emparait des esprits des gouvernants soviétiques, comme d'autres folies s'étaient emparées, dans un passé récent, de l'esprit des dirigeants américains, alors c'est qu'à terme la guerre déchirerait le monde, ce qui motive tous les avertissements que vous avez entendus, dont le plus solennel a été celui du Pape Jean-Paul Il qui, je l'imagine, n'a pas parlé sans raisons.

Mais ce n'est pas mon analyse. Je continue de croire que l'on peut pénétrer sur les chemins d'une paix retrouvée, je ne crois pas que les deux super puissances veulent atteindre leur sanctuaire, courir pour elles le risque de la mort, il est donc des limites qu'elles vont tout aussitôt cerner ou bien pressentir.

Voilà pourquoi je ne crois pas qu'un langage alarmiste, même si l'on doit avoir la gravité nécessaire pour examiner le déroulement des faits, soit de mise dans la bouche des responsables du pays.

Alors, les Communistes français...

Oh ! Je crois qu'il est facile d'apercevoir - vous l'avez bien remarqué - en raison du silence, sinon même de l'opprobre, devant l'affaire d'Afghanistan, marquée par le Parti Communiste Italien, le Parti Communiste Espagnol, le Parti Communiste Suédois et bien d'autres - tous ou presque tous - que l'occasion était unique - je ne dirai pas rêvée - pour Georges Marchais et la direction du Parti Communiste Français de redevenir, enfin, la fille aînée de leur église !

Il fut un temps où Napoléon Bonaparte signait le décret constituant la Comédie-Française à partir de Moscou... (rires)… Je ne sais ce qui a passé dans la tête de

Georges Marchais, de pointer du doigt, comme on le ferait d'un missile, à travers l'écran de télévision, et de désigner qui donc, à l'indignation universelle ? Le Parti Socialiste, et particulièrement tel ou tel d'entre nous ! Il y avait une certaine disproportion dans les effets et je ne crois pas qu'il soit sage, pour la conduite de la Gauche - et disons, pour les bonnes relations que les Français doivent, autant que possible, entretenir entre eux, au-delà de leurs disputes -de décider ainsi, de condamner et de trancher, à partir d'une Capitale étrangère.

Bien souvent, il m'arrive de penser au sort qu'a connu la France au temps des guerres de religions... Je ne serai jamais de ceux qui accepteront que le sort de la France se décide selon qu'on reçoit les subsides de la Reine d'Angleterre ou ceux du Roi d'Espagne ! (Vifs applaudissements)

Lorsque je vois se mêler les notions les plus saugrenues, lorsque j'entends toutes ces questions qui nous sont posées, à nous Socialistes - mais là-dessus, l'explication de Jospin suffit bien, Je ne vais pas la renouveler, eh bien, oui, Je sais, Je pense - vous le pensez avec moi - que les travailleurs français ont parfaitement compris que les chars soviétiques à Kaboul ne s'y trouvaient pas pour servir leurs intérêts ! (Applaudissements) Et si l'on veut établir une sorte de chaîne d'un raisonnement impeccable qui laisserait entendre qu'il y a identification entre les intérêts de la classe ouvrière et du Parti Communiste Français, du Parti Communiste Français et de l'Union soviétique, de l'Union soviétique et de la situation de Kaboul, Je suis sûr que ce raisonnement aura beaucoup de peine à passer !

Ceux qui défendent la paix, c'est nous, de même que nous refusons le manquement au droit universel, au droit de chaque peuple à disposer de lui-même... en dépit des communiqués, qui seraient comiques s'ils n'étaient douloureux lorsqu'on se flatte, à Moscou, de représenter la partie du monde qui refuse toute ingérence étrangère chez autrui tandis que résonnent les canons, qu'avancent les chars, que commencent les exécutions et qu'un pays fier et ardent agonise sous la botte étrangère !

Je n'en dirai pas davantage, simplement je vois dans l'intervention du Secrétaire Général du Parti Communiste Français, la preuve ultime, nous n'en avions pas besoin, nous, mais peut-être l'opinion devait-elle le savoir, qu'en vérité depuis quelques temps, en tout cas à la veille de la rupture de 1977 et pour les mois ou les années qui ont suivi et qui suivront, le Parti Communiste Français, pour des raisons qui ne tiennent pas qu'à la défense des travailleurs selon leur conception, qui ne tiennent pas qu'à l'idée qu'ils se font du devenir de la France, ont provoqué la rupture de la Gauche, de l'union organique autour d'un Programme Commun, pour des raisons qui tiennent à des données internationales, auxquelles les travailleurs Français n'ont à voir que dans la mesure où ces données sont aujourd'hui facteur de Guerre, de désagrégation, et quand on sait ce qu'est la guerre nucléaire : facteur de malheur et de mort...

Du côté du gouvernement français, que dire ?

Un Président de la République qui a les yeux fixés non sur Kabul, et la frontière du Pakistan, mais sur le bulletin de vote des Français... non pas sur les frontières de l'Inde, mais sur lu niveau des sondages.

Alors, cela donne tantôt une déclaration sur un ton de drame à la télévision, en guise de vœux de Nouvel An, sans véritable rappel des principes de droit qui gouvernent la société, du moins dans notre esprit. et la semaine suivante
un ministre des affaires étrangères qui parle à la radio sur le ton de la soumission à la fatalité. Et la semaine d'après, un communiqué clinquant du Conseil des ministres, un petit "cocorico" avec un léger accent allemand... (applaudissements) Et tout cela s'appelle l'indépendance nationale.
Je voudrais dire à M. le Président de la République, ceci, qui est solennel : le droit est une grande force et on n'attend pas quinze jours pour opposer à la force des armes la protestation des consciences. (Vifs applaudissements)
C'est vrai pour l'armée soviétique, l'Afghanistan, c'était vrai déjà pour les otages américains... après tout c'était déjà vrai lorsque nous allions célébrer l'anniversaire d'un couronnement à Téhéran, comme quand nous allions procéder à un événement à Bangui... (applaudissements)
Chers camarades, tout ce que je viens de vous dire se rapporte directement, même la partie consacrée à une actualité exigeante celle que je viens de traiter, et relève directement d'une analyse du projet, car tout s'y trouve contenu.
Je ne le prétends pas comme parfait, c'est une oeuvre qui représente un effort considérable, et qui je le crois pourra s'inscrire dans les contextes qui jalonnent notre histoire.
Mais si l'on voulait, avant de conclure, pousser un peu plus loin notre réflexion : pourquoi, dirais-je aux militants que vous êtes, à quel point je crois à l'histoire que nous allons bâtir 1
C'est que j'aperçois de tous côtés, maladroitement, parfois mensongèrement - mais rappelez-vous l'hypocrisie, l'éloge de la vertu - à quel point est nécessaire une réponse sinon la notre, proche de la notre, capable de réaliser la synthèse entre les éléments que nous apportions et que j'apportais au début de mon exposé, la démocratie politique portée plus loin, la démocratie économique et sociale allant vers la responsabilité de chacun, le gouvernement de chaque être par lui-même, dans la distorsion et la décentralisation des pouvoirs.
Qui n'est pas aujourd'hui demandeur pour répondre sans doute à cette formidable menace, la plus puissante et la plus écrasante de celles que j'ai connues depuis le temps que j'évoquais des années 1933 à 1945.
Voyez l'euroCommuniste, qu'est-ce que c'est ? Bien souvent il m'est arrivé de dire, sans attendre les commentaires d'aujourd'hui "cela n'existe pas" et pourtant ce jugement à l'emporte-pièce comporte sa part d'erreur, cela existe aussi, mais comment et pourquoi ?
Pour deux raisons, pour chacun des partis Communistes Italien, Espagnol, en certaines circonstances, si l'on s'en tient au vocabulaire français, c'est une façon ou c'était une façon de proclamer - comme Léon Blum en 1920, qui lui ne s'était pas placé dans cette situation, qui avait refusé de s'engager dans cette voie - que les décisions d'une formation politique nationale doivent être prises à ce niveau et ne pas dépendre des diktats étrangers.
C'est donc une volonté de s'affirmer soi-même en tant que parti national, qui garde ses liens, sans doute idéologiques et politiques, avec la capitale qui vaut

Fondation Jean Jaurès

pour tous : Moscou, mais qui entend aller vers l'affirmation d'un destin particulier non dépendant.
Voilà une première donnée de l'euroCommunisme, et la deuxième qui va beaucoup plus loin, c'est l'impossibilité où se sont trouvés les partis Communistes de l'Europe du sud de déboucher sur l'analyse léniniste, en retrouvant celle de Marx ; Marx fait naître l'état politique du processus économique, Lénine fait naître l'état économique d'un processus politique.
Lénine c'est le coup politique qui soudain brise le cours des temps, à partir duquel on administre, on organise, on bureaucratise, on détermine par la pensée d'un parti élu, que l'on appelle "parti de la classe ouvrière", ce qui est bon, ce qui est mal pour tous.
Les partis Communistes de l'Europe du sud, et encore pas tous, constatant l'impuissance dans laquelle ils se trouvent de disposer des moyens dans une société industrielle avancée, de réaliser un coup politique ou militaire, s'insèrent dans les institutions, laissent de côté le nihilisme parlementaire pour entrer dans les institutions, et finalement pensent que par les luttes, par la pression exercée par le Pouvoir, par la destruction progressive du pouvoir du capitalisme, ils parviendront à une révolution qui se marquera par un changement de la politique, résultat l'évolution économique... très intéressante cette évolution.
Mais du côté français il est devenu clair que ce n'était qu'un argument de tribune et qu'en vérité - les derniers événements viennent de le démontrer - on avait renoncé à une certaine faculté d'indépendance dans le jugement des affaires internationales et que d'autre part rien ne pouvait démontrer qu'on avait véritablement choisi, que l'on avait renoncé aux coups politiques.
Car, dites-moi, lorsqu'on brise l'union de la Gauche, lorsqu'on choisit l'isolement, par quelles voies légales et démocratiques pourrait-on espérer parvenir au Pouvoir ?
S'il est une issue, elle est celle de la force et de l'affrontement, et s'il n'est pas d'issue, alors qu'affirme-t-il, sinon que les travailleurs français n'ont plus qu'à rentrer chez eux pour se soumettre à la puissance combinée du capitalisme international et du Parti Communiste ?
(Applaudissements)
Mais les EuroCommunistes, lorsqu'ils sont sincères ou lorsqu'ils veulent flatter les esprits, quel langage emploient-ils qui soit si différent du nôtre ?
Je veux dire par-là qu'à travers notre projet, notre programme qui l'a précédé, notre comportement, notre histoire, le Socialisme tel que nous l'imaginons, c'est, au fond, ce dont ils rêvent ou, s'ils n'en rêvent pas, je veux parler des dirigeants, c'est parce qu'ils savent que c'est là que se porte l'espérance du peuple; c'est une sorte d'hommage rendu au Socialisme tel qu'il était défendu en 1920 par nos courageux devanciers, tel que nous l'avons restitué, renouvelé et agrandi dans les dernières années.
Mais, observez ce qui se passe sur un tout autre registre, du côté de l'Eglise, cette évolution au cours de trois/quarts de siècle, accélérée depuis le dernier conflit mondial, ce besoin éprouve au plus profond de la conscience de retrouver le sillage d'un massage lancé il y a 2.000 ans, qui est tout de même le message

des pauvres pour la reconnaissance de la noblesse et de l'identité de chaque individu, et qui se dispensait de recommandations économiques ou sociales, mais qui en appelait à la maîtrise par chacun, au regard de son destin, de sa vie, de sa mort, à la capacité pour chacun de donner l'adhésion et de choisir sa voie.
19ème siècle, quel abandon !... Début du 20ème siècle, aussi !...
Que cherche-t-on et que découvre-t-on dans le langage de ceux, qui nous ont rejoints au nom de leur choix spirituel. Quelque chose qui ressemblerait à une sorte d'attraction, une volonté d'être proches de nous, pas tout à fait comme nous, mais, quand même... et surtout l'adhésion de multitudes d'hommes et de femmes qui croient, et qui ont fait ce choix, qui se trouvent non seulement à l'aise dans le Socialisme, mais qui sont Socialistes.
Il y a dans l'évolution de l'euroCommunisme, c'est-à-dire du Communisme dans certaines parties du monde, il y a dans l'évolution de l'Eglise, sur des plans différents, comme une reconnaissance que le message de Jaurès et de Blum, et des théoriciens du 19ème, restait, sur le plan de la société politique, le seul capable de répondre aux besoins de l'individu.
Je ne parle pas des contrefaçons, elle sont cependant tout aussi éclairantes - ce langage de la Droite qui se dit sociale, tout ce monde qui se dit Socialiste - les contrefaçons, elles plaident pour nous puisqu'elles veulent nous imiter, elles veulent copier notre langage.
Vous les verrez-nous dire, dans les semaines qui viennent, après avoir daubé sur le projet Socialiste : "Ah ! Tout de même, voyez, ici ou là, cette page, cette autre... pourquoi pas... ils ont quand même des idées... ils ont exprimé ce que nous pensions... c'est leur philosophie qui nous choque"... Bref, les contrefaçons, elles nous viennent de la Droite, de ce qu'on appelait naguère le centre, qui ressemble tant à la Droite : Ils veulent les Socialistes, ils ne veulent pas du Socialisme.
(Applaudissements)
... Et cependant, s'ils veulent les Socialistes, c'est parce qu'ils nous savent porteurs d'une explication qui leur manque et parfois - on ne doit refuser à personne la capacité de rêver - même à droite, on doit se dire : Pourquoi ?... pourquoi être toujours du côté de ceux qui oppriment et jamais du côté de ceux qui résistent pour assurer la liberté de l'homme ?
Alors, j'ai parlé des contrefaçons, je ne parlerai pas des singeries, elles sont nombreuses, vous les retrouvez à tout moment dans votre journal quotidien... enfin, je n'ai pas dit lequel, c'était une phrase de caractère général... mais vous goûteriez mieux la remarque encore en écoutant ou en regardant l'audiovisuel.
J'ai employé le mot "résister", et ce mot figure en effet dans le projet Socialiste, et nous a valu quelques critiques. C'est un peu désuet, une "résistance"... quoique les auteurs de ce texte, les auteurs principaux, n'étaient pas d'âge à avoir vécu la résistance, les années passées. Mais ce mot reste beau et la chose légitime.
J'ai dit toute l'heure : la démocratie reculée. Elle recule chez nous et elle recule chez nous en raison de la conjonction, faut-il se répéter, du capitalisme dominant et d'une société Communiste qui se refuse aux évolutions nécessaires.

Fondation Jaurès

Il faut donc être capable, Amis et camarades Socialistes, d'organiser la résistance intellectuelle et spirituelle à tous les abandons qui tendent aujourd'hui à faire que la France, l'Europe, le monde, cèdent à la folie du pouvoir et connaissent à nouveau cette époque noire où seuls les fanatismes pouvaient s'exprimer en leur nom.
Mais on ne résiste pas sans avoir foi, on ne résiste pas sans avoir foi dans l'avenir.
Qu'est-ce que c'est que l'espérance ?... Vieux symbole à travers tous les temps, venu des plus anciens bergers, l'espérance, c'était l'étoile dans la nuit, c'est l'étoile qui marche dans le ciel, c'est l'étoile qui guide la pensée.
Il faut avoir foi dans le Socialisme tel que nous le définissons, tel que nous le pratiquons. Il faut avoir foi davantage encore en nous-mêmes. Ce qui reste à faire sera fait. Il faut résister à la marée montante des fanatismes, des sectarismes, des oppressions et des dominations. L'homme sera libre s'il sait s'en donner les moyens. Le Socialisme veut que l'homme soit libre, et lui en propose les moyens. C'est toute la philosophie du projet Socialiste.
Alors, quand on a dit cela, bien entendu les distances s'élargissent avec les petits problèmes, qui sont cependant des problèmes, propres au Parti Socialiste.
Hier matin nous avons décidé qu'une Convention ordinaire nous permettrait de traiter plus particulièrement des questions internationales, et, comme toute Convention, c'est son rôle d'aboutir à une déclaration politique qui permettra, je l'espère, d'élargir autant qu'il sera possible les bases de la Majorité du Parti. Mais cela ne pourra se faire dans la confusion ni dans l'abandon des décisions prises au sein de nos instances souveraines ; à chacun - j'y veillerai - d'apporter sa contribution.
Nous ne devons pas davantage nous laisser détourner par les candidatures à la présidence de la République. Vous avez bien observé que c'était un piège qu'on nous faisait. Quoi, nous tous seuls, comme cela, au gré de formations politiques, il nous fallait, 18 mois à l'avance, pour peu qu'on les eut écoutées, déjà, deux ans à l'avance, désigner un candidat ?
Mais, Chers camarades, s'il s'agit de conduire le Parti, vous n'en avez pas besoin, car ce ne sera pas le rôle du candidat Socialiste à la présidence de la République, de définir la ligne et conduire le Parti.
(Applaudissements)
De telle sorte qu'on se demande où il y aurait urgence. S'il s'agit d'appliquer les résolutions du Congrès, eh bien nous sommes là pour ça, et vous êtes tous là pour ça, majorité minorité, peu importe, nous sommes comptables, ensemble, de la marche du Parti !
On a besoin de quoi, alors ? D'en finir avec le trouble qui s'est emparé d'un certain nombre de sections, entretenu par des pressions venues de l'extérieur. En effet, on éprouve souvent le besoin de se débarrasser de cette sorte de polémique qui s'est souvent trop personnalisée, afin de retrouver, pense-t-on, une démarche plus libre, vers la bataille en commun et la victoire commune.
Mes chers camarades, croyez-vous que si nous cédions à cette pression, nous serions pour autant délivrés, dans le temps qui vient, de l'organisation extérieure

et intérieure d'une compétition qui ne cesserait pas, mais qui, cette fois-ci, se déroulerait dans le désordre affreux d'un Parti dont aucune des décisions n'aurait été vraiment respectée !
Ne nous donnons pas le ridicule d'offrir à nos adversaires des cibles inutiles, et si certains d'entre nous sont pressés, qu'ils prennent leurs responsabilités.
J'aperçois d'ailleurs, à l'issue de cette Convention, que personne ne l'est, ce qui veut dire que chacun a de ce fait, pris une sorte d'engagement moral de ne pas entretenir la préparation d'une décision que personne ne demande. (Applaudissements)
Face aux échecs du pouvoir en place, au chômage qui atteindra cette année 1.700.000 ou 1.300.000 travailleurs, face à l'inflation qui a atteint 11,5 dans l'année qui dépassera 12, face au désordre industriel, face à l'accroissement des inégalités, face aux privations de liberté, amis Socialistes, faut il vous lancer le cri perpétuel : "rassemblez-vous, rassemblons-nous", comme si nous avions toujours besoin d'année en année de nous exercer à maintenir une unité qui serait artificielle ?
Non, ce n'est pas ce que je sens. Je distingue bien la différence de pensée, celle des engagements, peut être aussi est-ce légitime, celle des ambitions, dès lors qu'elles s'inscrivent dans la démarche qui nous est commune et qu'elles sauront substituer aux leurs, les ambitions du Socialisme qu'à leur volonté d'être, elles sauront substituer la volonté d'être du Socialisme, et à leur volonté de victoire, la victoire du Socialisme.
Alors, nous serons parfaitement rassemblés. Je considère que mon rôle auprès de vous, c'est celui que vous m'avez confié, c'est d'y veiller avec plus de soin que quiconque.
Et puis, j'ai confiance enfin dans notre volonté. Nous aussi nous sommes des inventeurs de quelque chose qui s'appellera le Socialisme du 21ème siècle et qui sera déjà dans sa période de transition. Croyez-moi, chers camarades, je crois à la victoire possible - et qui sera commencé dans les années prochaines. Mais l'unité, toujours à bâtir, elle se vit, elle se construit chaque jour, et ceci, c'est toujours votre responsabilité à vous, mandataires des Socialistes ici présents.
Ce que nous voulons, nous le pouvons ; nous sommes ici dans le domaine de la politique où la volonté assise sur un solide projet lancé par une grande idée peut toujours et partout construire. Quelle était la chance théorique de cette jeune fille enfermée dans la Tour de Constance et qui écrivait sur le mur "résister"
Je vous le dis, chers camarades, et, au-delà de vous-mêmes aux Français, la paix, nous la France, nous n'en sommes pas les maîtres, mais notre parole peut être entendue, la justice et la liberté, la libération des peuples opprimés, nous n'en déciderons pas à nous seuls, mais nous devons parler à voix si haute qu'elle sera entendue, nous pouvons faire que résonne, une fois encore, comme toujours je l'espère, dans le cœur des hommes, le message de la France et le message du Socialisme, qu'ils se rencontrent pour que demain apparaisse la civilisation que nous appelons de nos vœux.
Vous ne croyez pas, vous à la volonté lorsqu'elle est fondée sur la conviction ? Chers camarades, qu'est ce qu'un navire qui reste au port ?.. Mais s'il avance,

Fondation Jean Jaurès

c’est la mer qui s’organise dans son sillage.
(Applaudissements prolongés et bans d’applaudissements)

La présidente - Nous allons suspendre cette séance et nous pourrions nous retrouver à 14 h 45.
Réunion immédiate de la Commission des résolutions. Il est important que tous les délégués restent ici tout l’après midi, d’abord pour entendre le rapport de la Commissions des résolutions, ensuite pour les votes à émettre sur les amendements et sur le projet.
La séance est suspendue.

Coll. Fondation Jean-Jaurès